



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

CONFERENCE

Trente-troisième session

Rome, 19 - 26 novembre 2005

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

Table des matières

	Paragraphes
I. INTRODUCTION	1 - 6
II. LE POINT SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	7 - 19
A. TENDANCES EN MATIÈRE DE SOUS-ALIMENTATION	7 - 12
B. SITUATIONS D'URGENCE ALIMENTAIRE	13 - 16
C. AIDE ALIMENTAIRE	17 - 19
III. LE POINT SUR L'AGRICULTURE MONDIALE	20 - 52
A. PRODUCTION AGRICOLE ET ANIMALE	20 - 22
B. SITUATION MONDIALE EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENTS CÉRÉALIERS	23 - 24

Par souci d'économie, le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à ne demander d'exemplaires supplémentaires qu'en cas d'absolue nécessité et à apporter leur exemplaire personnel en séance.
La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

C. TENDANCES EN CE QUI CONCERNE LES COURS INTERNATIONAUX DES PRODUITS DE BASE	25 - 34
D. COMMERCE DES PRODUITS AGRICOLES	35 - 44
E. PÊCHES: PRODUCTION, UTILISATION ET COMMERCE	45 - 49
F. FORESTERIE	50 - 52
IV. RESSOURCES CONSACRÉES À L'AGRICULTURE	53 - 60
A. AIDE EXTÉRIEURE À L'AGRICULTURE	53 - 56
B. CAPITAL SOCIAL AGRICOLE	57 - 59
C. INVESTISSEMENT PUBLIC DANS L'AGRICULTURE	60
V. RÉSUMÉ	61 - 62

ANNEXE

LA SITUATION DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE EN CHIFFRES

I. INTRODUCTION

1. Il reste dix ans pour atteindre le premier des Objectifs du Millénaire pour le développement, à savoir réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim ou vivant dans une pauvreté extrême (avec moins de 1 dollar EU par jour) entre 1990 et 2015. En ce qui concerne la pauvreté, selon les estimations de la Banque mondiale¹, tous les espoirs sont permis. Toutefois, au rythme des progrès enregistrés à ce jour, l'objectif relatif à la faim ne sera pas atteint d'ici à 2015.
2. Au niveau mondial, la pauvreté a diminué tant en chiffres absolus (de 1,2 milliard à 1,1 milliard de personnes) qu'en pourcentage (de 30 à 21 pour cent). La région d'Asie de l'Est a atteint son objectif de réduction de la pauvreté en 2001, soit 14 ans avant le délai fixé. L'Asie du Sud a également fait des progrès considérables au cours des années 90, la proportion de personnes vivant dans une situation de pauvreté extrême étant passé de 41 à 31 pour cent, et pourrait donc atteindre l'objectif fixé dans ce domaine.
3. Dans les autres régions, les objectifs de réduction de la pauvreté semblent beaucoup plus inaccessibles. En Afrique subsaharienne, la pauvreté a augmenté entre 1990 et 2001 tant en chiffres absolus qu'en pourcentage. Les projections de la Banque mondiale donnent à penser que l'Objectif du Millénaire concernant la réduction de la pauvreté est absolument hors de portée pour l'Afrique subsaharienne, où le nombre absolu de personnes vivant dans la pauvreté pourrait en fait augmenter sensiblement. Si ce scénario se concrétise, près de la moitié de la population mondiale vivant dans la pauvreté se trouverait en 2015 en Afrique subsaharienne.
4. La réduction de la faim et de la pauvreté et la réalisation de bien d'autres Objectifs du Millénaire pour le développement sont des objectifs interdépendants. Dans les pays en développement, les taux de mortalité maternelle et infantile et de scolarisation sont intimement liés à la prévalence de la faim et de la malnutrition. Il en va de même de la durabilité de l'environnement: la surexploitation ou le mauvais usage des ressources naturelles compromettent bien souvent la sécurité alimentaire des populations. Dans une large mesure, la réalisation de la plupart des Objectifs du Millénaire pour le développement dépendent essentiellement de l'amélioration de la nutrition et de la réduction de la faim.
5. Le document soumis à la Conférence sur la *Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* fait le point sur la situation mondiale en matière de sécurité alimentaire et met en lumière les tendances récentes en matière de production, de marché et de commerce international des produits agricoles, ainsi qu'en ce qui concerne l'aide extérieure destinée à l'agriculture.
6. Les délégués sont également invités à se reporter à divers documents récents de la FAO ainsi qu'aux pages web de l'Organisation, où ils trouveront des informations récentes et des analyses détaillées. Ainsi, les dernières versions de "*Perspectives alimentaires*" et "*Cultures et pénuries alimentaires*" donnent des informations à jour sur la production et le marché des produits de base, ainsi que sur les situations d'urgence alimentaire; en ce qui concerne l'insécurité alimentaire, il convient de se reporter à la publication "*La situation de l'insécurité alimentaire dans le monde 2005.*"

¹ Rapport de suivi mondial 2005: Objectifs du Millénaire pour le développement: du consensus à la vitesse supérieure. Banque mondiale. 2005.

II. LE POINT SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

A. TENDANCES EN MATIÈRE DE SOUS-ALIMENTATION

7. La FAO estime à 852 millions le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde en 2000-2002, répartis comme suit: 815 millions dans les pays en développement, 28 millions dans les pays en transition et 9 millions dans les pays développés à économie de marché (voir Annexe, figure 1). La plupart de ces personnes sous-alimentées (60 pour cent) vivent dans la région Asie-Pacifique et 25 pour cent en Afrique subsaharienne.

8. La proportion de la population qui est sous-alimentée varie selon les régions (Annexe, figure 2). Elle est la plus élevée en Afrique subsaharienne, où la FAO estime que 33 pour cent de la population est sous-alimentée, proportion bien supérieure aux 16 pour cent estimés pour l'Asie et le Pacifique et aux 10 pour cent estimés pour l'Amérique latine et les Caraïbes, d'une part, et le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, d'autre part.

9. Au niveau mondial, les tendances à long terme sont positives pour nombre d'indicateurs de la sécurité alimentaire. Ainsi, pour l'ensemble des pays en développement, la prévalence de la sous-alimentation est tombée de 37 pour cent en 1969-71 à 17 pour cent en 2000-2002 (Annexe, figure 3). En raison de l'accroissement de la population, toutefois, le recul de la sous-alimentation est plus faible en chiffres absolus qu'en pourcentage de la population (Annexe, figure 4).

10. L'apport calorique moyen par personne a augmenté de 16 pour cent depuis 1969-71 pour atteindre 2 795 kcal/personne/jour en 2000-2002, avec une augmentation de plus de 25 pour cent en moyenne dans les pays en développement. Cette augmentation de la consommation s'accompagne d'un changement dans les régimes alimentaires, qui comportent désormais davantage de viande, de lait, d'oeufs, de légumes et d'huile et proportionnellement moins de céréales de base. Les progrès enregistrés en ce qui concerne la consommation alimentaire globale et les indicateurs de sous-alimentation pour les pays en développement sont dus pour une large part aux progrès sensibles enregistrés dans les pays les plus peuplés comme le Brésil, la Chine, l'Indonésie et le Nigéria.

11. Depuis une trentaine d'années, l'amélioration de la situation en matière de sous-alimentation est concentrée en Asie, dont la proportion de personnes sous-alimentées a diminué de 25 pour cent pendant cette période. En Afrique subsaharienne, la variation du pourcentage de personnes sous-alimentées a été très limitée, tandis que le chiffre absolu est passé de 93 millions de personnes en 1969-71 à 204 millions en 2000-2002. L'Amérique latine et les Caraïbes ont enregistré une diminution sensible, tant en pourcentage qu'en chiffres absolus, de leur population sous-alimentée dans les années 70, mais n'ont guère progressé depuis. Au Proche-Orient et en Afrique du Nord, si le pourcentage de personnes sous-alimentées a sensiblement diminué dans les années 70, il était en 2000-2002 il était légèrement supérieur à ce qu'il était vingt ans plus tôt, après avoir effectivement augmenté au cours des années 90.

12. La sous-alimentation prélève un lourd tribut, économique et humain, sur les pays en développement. Plus de 5 millions d'enfants meurent chaque année et les ménages perdent plus de 200 millions d'années de vie productive du fait de la malnutrition ou de la sous-alimentation des membres de la famille. Les coûts économiques directs liés aux problèmes médicaux dus à la sous-alimentation s'élèvent à plus de 30 milliards de dollars EU par an. Les coûts estimatifs indirects associés à la faible productivité liée à la sous-alimentation atteignent des centaines de milliards de dollars. Ces coûts humains et économiques extraordinaires montrent à quel point la lutte contre la faim n'est pas seulement un Objectif du Millénaire pour le développement crucial, mais aussi la pierre d'angle de la réalisation des autres Objectifs du Millénaire pour le développement.

B. SITUATIONS D'URGENCE ALIMENTAIRE

13. En juin 2005, le nombre de pays confrontés à de graves pénuries alimentaires atteignait 34, dont 23 en Afrique, 8 en Asie, 2 en Amérique latine et 1 en Europe². Les causes en sont variées, mais les guerres civiles et les conditions météorologiques défavorables prédominent. L'invasion récente de criquets pèlerins en Afrique de l'Ouest et le tsunami en Asie du Sud ont eu des répercussions graves, quoique localisées, sur la sécurité alimentaire. Dans nombre de ces pays, la pandémie de VIH/SIDA est aussi l'une des premières causes de pénuries alimentaires.

14. En juin 2005, les troubles civils et l'existence de personnes déplacées à l'intérieur du pays ou de réfugiés étaient responsables de plus de la moitié des crises alimentaires signalées en Afrique. La proportion des crises alimentaires considérées comme dues à des facteurs humains augmente. Les conflits et les crises économiques ont été cités comme la principale cause de plus de 35 pour cent des crises alimentaires survenues entre 1992 et 2004, contre 15 pour cent environ pendant la période 1986 à 1991. Bien souvent, les catastrophes naturelles s'accompagnent de catastrophes provoquées par l'homme, ce qui conduit à des situations d'urgence complexes et prolongées.

15. La récurrence et la persistance des crises aggravent encore leur impact. Trente-trois pays ont connu des crises alimentaires pendant plus de la moitié de la période 1986-2004. En particulier, de nombreuses crises complexes dues à des conflits persistent et se transforment en crises à long terme. Rien moins que 8 pays ont connu des situations d'urgence pendant au moins 15 ans pendant la période 1986-2004 et dans tous les cas, la guerre ou les troubles civils en étaient l'une des principales causes.

16. En revanche, de nombreux pays jouissant d'une économie et d'un gouvernement relativement stables, mais frappés par les intempéries, ont mis en place des programmes de prévention et d'atténuation des crises et des systèmes efficaces de secours et de redressement. Dans ces pays, les catastrophes naturelles ne conduisent pas obligatoirement à une crise humanitaire prolongée.

C. AIDE ALIMENTAIRE

17. L'aide alimentaire en céréales est tombée à 7,4 millions de tonnes en 2003/04 (juin-juillet), soit 1,8 million de tonnes (ou 20 pour cent) de moins qu'en 2002/03 (Annexe, figure 5). Le déclin le plus marqué a été enregistré en Asie, où la diminution a été de 25 pour cent (de 4,8 à 3,6 millions de tonnes). Les 5 principaux bénéficiaires de l'aide alimentaire en céréales de 2003/04, classés dans l'ordre décroissant du volume des expéditions, ont été l'Iraq, l'Éthiopie, la République populaire démocratique de Corée, le Zimbabwe et le Bangladesh. Tous ces pays, à l'exception du Zimbabwe, étaient déjà les 5 principaux bénéficiaires de l'aide alimentaire de l'année précédente.

18. L'aide alimentaire en céréales se caractérise par d'importantes fluctuations annuelles. Elle tend à diminuer par rapport au niveau de la fin des années 80 et du début des années 90. Par habitant également, l'aide a diminué sensiblement par rapport au début des années 90 (Tableau 1). À l'exception de livraisons particulièrement importantes à la Fédération de Russie certaines années, l'Afrique reste le principal bénéficiaire en quantité par habitant, bien que les niveaux aient considérablement diminué par rapport à il y a une dizaine d'années.

19. Les principes de la FAO en matière d'écoulement des excédents et d'obligations consultatives, adoptés en 1957 et inscrits dans les disciplines relatives aux subventions à l'exportation de l'Accord sur l'agriculture de l'OMC en 1995, visent à limiter le risque d'impact

² FAO, SMIAR, Cultures et pénuries alimentaires, No 2, Juin 2005. Les pays du Proche-Orient se trouvant en Asie sont classés parmi les pays d'Asie, tandis que les pays du Proche-Orient se trouvant en Afrique du Nord sont classés parmi les pays africains.

négatif de l'aide alimentaire sur les flux commerciaux normaux. L'aide alimentaire pourrait faire l'objet de disciplines supplémentaires à l'occasion du cycle de négociations commerciales de Doha (examiné plus en détail à la section III.D ci-après). Les Membres de l'OMC sont convenus de supprimer dans des délais fixés l'aide alimentaire qui ne serait pas conforme aux disciplines en vigueur. Le rôle des organisations internationales en ce qui concerne la fourniture d'aide alimentaire par leurs Membres, notamment les questions humanitaires et de développement connexes, sera examiné au cours des négociations, de même que la question de la fourniture d'une aide alimentaire exclusivement sous forme de dons.³

Tableau 1: Aide alimentaire en céréales par habitant (en équivalent grains) (kg par habitant)

	92/93	93/94	94/95	95/96	96/97	97/98	98/99	99/00	00/01	01/02	02/03	03/04
Afrique	10,1	5,0	5,0	3,4	2,3	2,7	3,0	3,4	4,4	2,6	4,3	3,7
Asie	0,9	1,1	1,2	1,2	0,7	0,9	1,5	1,2	1,2	1,1	1,3	0,9
Amérique latine et Caraïbes	3,4	3,4	2,4	1,2	1,2	1,0	1,9	1,5	1,1	1,4	1,4	0,7
Fédération de Russie	7,6	16,7	0,1	0,5	0,1	0,3	13,6	16,8	2,1	1,1	0,0	0,2
Autres	3,1	1,5	0,7	0,4	0,4	0,2	0,4	0,6	0,3	0,4	0,2	0,3

Source: PAM

III. LE POINT SUR L'AGRICULTURE MONDIALE

A. PRODUCTION AGRICOLE ET ANIMALE

20. La production agricole et animale mondiale a progressé au cours des deux dernières années à un rythme supérieur à la moyenne des quatre décennies précédentes. L'accélération de la croissance de la production agricole mondiale en 2003 et 2004 résulte d'une hausse de la production tant dans les pays en développement que dans les pays développés. Dans les pays en développement en général, la croissance de la production a atteint un record en 2003 pour diminuer l'année suivante et retomber à des niveaux inférieurs aux moyennes des décennies précédentes. Quant au groupe des pays développés, il a enregistré une hausse sensible de sa production de près de 5 pour cent en 2004, après plusieurs années de stagnation, voire de régression de sa production agricole. Cette accélération est le fruit d'une reprise vigoureuse dans les pays en transition et de l'accélération de l'accroissement de la production dans les pays développés à économie de marché (Annexe, figure 6). En ce qui concerne les pays en transition, la croissance a été particulièrement forte au Belarus (13,9 pour cent), en République tchèque (18,2 pour cent), en Hongrie (18,8 pour cent), en Roumanie (14,8 pour cent), en Serbie-et-Monténégro (13,4 pour cent) et en Ukraine (17,5 pour cent). La Pologne et la Russie ont enregistré des taux de croissance plus modérés, mais encore assez élevés (4,1 et 5,2 pour cent, respectivement).

³. OMC, Programme de travail de Doha, Décision adoptée par le Conseil général, le 1er août 2004, DOC WT/L/579, paragraphe 18, Genève, 2 août 2004.

21. Dans toutes les régions en développement, la croissance de la production a été inférieure en 2004 à celle de l'année précédente. Dans la région Asie-Pacifique, les résultats s'étaient améliorés en 2003, avec une croissance de 4,5 pour cent, après les 2 pour cent enregistrés en 2002. Le taux de croissance de la production agricole est toutefois retombé dans la région à 2,5 pour cent en 2004. L'Amérique latine et les Caraïbes ont connu des taux de croissance de leur production de plus en plus élevés au cours de la période 2000-2003, mais avec un ralentissement à 2,4 pour cent en 2004. Au Proche-Orient et en Afrique du Nord, les performances de l'agriculture se caractérisent encore par des fluctuations très prononcées dues aux conditions climatiques variables dans plusieurs pays de la région; après avoir atteint près de 7 pour cent en 2002 pour retomber à 2 pour cent en 2003, la croissance de la production agricole est restée pratiquement stagnante en 2004. L'Afrique subsaharienne a également connu une progression variable de sa production agricole au cours des dernières années, mais à des taux inférieurs à la moyenne des années 90. Les données pour 2004 indiquent une augmentation de 0,5 pour cent seulement de la production agricole de la région (Annexe, figure 7).

22. Les tendances à long terme de la production alimentaire par habitant donnent une idée de la contribution du secteur aux approvisionnements alimentaires (Annexe, figure 8). La production vivrière par habitant ne cesse d'augmenter depuis 30 ans, avec une croissance annuelle moyenne de 1,2 pour cent au cours de la dernière décennie. Cette expansion touche aussi bien les pays en développement que les pays développés, la production par habitant augmentant toutefois à un rythme plus élevé dans les pays en développement que dans les pays développés. L'Afrique subsaharienne fait exception, la production vivrière par habitant ayant diminué régulièrement pendant la période 1970-1982. Après deux décennies de croissance très faible, voire de stagnation, la production vivrière par habitant de la région demeure bien inférieure au niveau enregistré en 1970.

B. SITUATION MONDIALE EN MATIERE D'APPROVISIONNEMENTS CEREALIERES

23. Après plusieurs années de stagnation, la production céréalière mondiale a enregistré une forte hausse en 2003/04 et devrait atteindre le niveau record de 2 057 millions de tonnes en 2004/05, soit une augmentation de 9,2 pour cent par rapport à l'année précédente. Avec ce niveau de production, même en tenant compte de l'augmentation prévisible de l'utilisation mondiale des céréales en 2004/05, on peut s'attendre à un excédent notable pour la première fois depuis 1999/2000 (Annexe, figure 9). Il s'ensuit que les réserves mondiales de céréales devraient augmenter d'ici la fin de la campagne 2004/05, au profit de la sécurité alimentaire mondiale, après quatre années successives de prélèvements importants.

24. Les stocks céréaliers mondiaux devraient atteindre 450 millions de tonnes à la clôture des campagnes agricoles de 2005 (Annexe, figure 10). Cette augmentation prévue des réserves céréalières mondiales est remarquable en ce qu'elle représente un tournant après plusieurs années. L'essentiel de l'accumulation devrait se produire là où les perspectives sont les plus favorables, notamment dans l'Union européenne et aux États-Unis. Même en Chine, pays responsable de l'essentiel de la réduction des inventaires mondiaux au cours des dernières années, on ne s'attend qu'à un déclin marginal après la bonne récolte de 2004. Le ratio stocks-utilisation devrait atteindre 22 pour cent en 2005.

C. TENDANCES EN CE QUI CONCERNE LES COURS INTERNATIONAUX DES PRODUITS DE BASE

25. En 2004, les cours des produits alimentaires de base ont atteint leur niveau le plus élevé depuis le milieu des années 90 (Annexe, figure 11). Les cours des huiles et matières grasses ont en particulier progressé de 63 pour cent par rapport aux niveaux déprimés de 2000 et 2001. Les cours d'autres produits, comme les céréales, la viande et les produits laitiers, ont également augmenté, bien que dans des proportions moindres.

26. La hausse des cours des graines oléagineuses reflète la croissance continue de la demande d'huile à des fins alimentaires et de farine pour l'alimentation animale. Le niveau atteint par les cours actuels des graines oléagineuses incite les agriculteurs à accroître les semis et – à supposer que les conditions météorologiques demeurent favorables et l'incidence des ravageurs faible – l'expansion anticipée de la production de graines oléagineuses en 2004/05 pourrait tempérer la tendance à la hausse des cours.

27. Les cours des céréales ont augmenté de 29 pour cent entre 2000 et 2004. Malgré des stocks bien inférieurs à la moyenne historique, les cours se sont plutôt stabilisés en milieu d'année en raison du bon niveau des récoltes.

28. Les cours internationaux de la viande ont également augmenté en 2003 et 2004, les principaux pays exportateurs de viande ayant connu des flambées de maladies animales et l'interdiction des importations provenant de ces régions qui en est résultée ayant entraîné une baisse de l'offre exportable. La hausse des cours de la chair de volaille et de la viande de porc s'est également atténuée en 2004, tandis que les cours de la viande bovine ont continué à s'envoler en raison de l'impact des maladies et de la hausse des prix des produits d'alimentation animale sur les perspectives concernant la production et le commerce international de ce type de viande.

29. Par rapport à la hausse du prix des produits alimentaires de base, la situation en ce qui concerne les produits tropicaux et les matières premières est mitigée. D'après des estimations préliminaires de la FAO concernant le marché du sucre en 2005, la consommation mondiale de sucre devrait dépasser légèrement la production pour la deuxième année consécutive. Le déficit prévu de la production mondiale entraînerait une chute des stocks dans les principaux pays importateurs, qui entretiendrait la hausse continue des cours.

30. La surabondance de l'offre associée à une demande peu dynamique a entraîné une chute de 58 pour cent des cours du café entre 1998 et 2001. Les cours ne se sont guère relevés depuis et bien que des hausses aient été enregistrées pendant la période intérimaire, il a fallu attendre février 2005 pour que les cours rattrapent ceux de 1999. D'après des estimations préliminaires, la récolte de 2004/2005 devrait être analogue à celle de 2003/04 et la tendance à la hausse des cours devrait se poursuivre.

31. Après une chute de près de 50 pour cent entre 1998 et 2000, les cours du cacao se sont redressés à partir de fin 2001 et en 2002 et 2003, les récoltes ayant souffert de maladies. Les cours du cacao ont légèrement baissé en 2004, mais des difficultés récentes liées aux expéditions en provenance d'Afrique de l'Ouest ont entraîné un léger redressement des cours en février 2005.

32. Les cours du coton ont baissé fin 2004, les principaux pays producteurs (Brésil, Chine, États-Unis, Inde et Pakistan – qui représentent ensemble plus de 70 pour cent de la production mondiale) ayant enregistré une récolte record. Les cours mondiaux se sont redressés au premier trimestre de 2005, en raison de la baisse prévue de la production de 2005/06, liée à une réduction des semis en réaction à la faiblesse des cours pendant la période d'ensemencement.

33. Les cours du caoutchouc se sont également redressés en 2003 et 2004 par rapport aux niveaux très faibles des années précédentes. La croissance économique et la hausse des cours du caoutchouc synthétique à base de pétrole expliquent le redressement des cours du caoutchouc.

34. Les cours faibles et fluctuants notamment pour les boissons et d'autres produits tropicaux, ont eu un impact négatif sur la capacité de nombreux pays en développement à cumuler des recettes d'exportation. Les pays en développement qui dépendent d'un seul produit agricole pour plus de 20 pour cent de leurs recettes totales d'exportation et plus de 50 de leurs recettes dues à l'exportation de produits agricoles sont au nombre de 43. À cause de cette très forte dépendance vis-à-vis d'un petit nombre de produits exportables, l'économie de ces pays est extrêmement sensible à l'évolution des cours de ces produits. Les fluctuations des recettes d'exportation ont à leur tour un impact négatif sur leurs recettes, les investissements, l'emploi et la croissance.

D. COMMERCE DES PRODUITS AGRICOLES

35. Après un déclin de plusieurs années, la valeur des exportations mondiales de produits agricoles est à nouveau en hausse depuis 2001 et a atteint un niveau record en 2003 (Annexe, figure 12). La part des produits agricoles dans le commerce mondial des marchandises a continué à baisser, conformément à une tendance à long terme, pendant toutes les années 90, pendant lesquelles le commerce international des produits agricoles a connu une expansion moindre que celle des produits manufacturés. Le redressement récent des exportations de produits agricoles a stabilisé la part de l'agriculture dans le commerce mondial des marchandises à 7 pour cent, contre 25 pour cent environ au début des années 60 (Annexe, figure 13). Pour les pays en développement, la part des exportations agricoles dans les exportations totales de marchandises est tombée de près de 50 pour cent au début des années 60 à 7 pour cent seulement en 2003. Le déclin de la part des produits agricoles dans les exportations totales de marchandises des pays en développement tient à une diversification de leur commerce en faveur des produits manufacturés et à la croissance relativement faible du commerce des produits agricoles.

36. Jusqu'au début des années 90, les pays en développement avaient un commerce de produits agricoles excédentaire presque chaque année, situation qui s'est dégradée par la suite au point que pendant la plupart des années 90, leurs exportations et leurs importations de produits agricoles ont été pratiquement équilibrées, avec des déficits certaines années (Annexe, figure 14). Les perspectives de la FAO à l'horizon 2030⁴ donnent à penser que, globalement, les pays en développement deviendront des importateurs nets de produits agricoles et prévoient un déficit de leurs échanges de produits agricoles de 18 milliards de dollars EU (en dollars de 1997/99) en 2015, qui pourrait atteindre 35 milliards de dollars EU en 2030.

37. La situation est assez différente selon les régions en développement. En particulier, la région Amérique latine et Caraïbes a vu son excédent commercial de produits agricoles augmenter à compter du milieu des années 90. En même temps, la région Asie-Pacifique est devenue importatrice nette de produits agricoles, tandis que le déficit structurel important du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord ne donne aucun signe de rémission. Particulièrement frappante est la marginalisation progressive de l'Afrique subsaharienne sur les marchés internationaux des produits agricoles, sa part des exportations agricoles mondiales étant passée de près de 10 pour cent il y a 40 ans à environ 3 pour cent aujourd'hui.

38. Des niveaux élevés de sous-alimentation et une forte dépendance vis-à-vis des exportations agricoles vont souvent de pair. Les groupes de pays où la sous-alimentation est la plus forte tendent à dépendre de leur production agricole pour une grande partie de leurs revenus nationaux, de leurs emplois et de leurs recettes d'exportation (Annexe, figure 15). En même temps, le groupe de pays où la sous-alimentation est la plus répandue dépense plus de 14 pour cent de ses recettes totales d'exportation pour financer des importations alimentaires (Annexe, figure 16). Qui plus est, les pays où la sous-alimentation est la plus grave sont aussi ceux dont le secteur agricole est le moins bien intégré aux marchés internationaux (Annexe, figure 17).

39. Les exportations de produits agricoles transformés connaissent une expansion beaucoup plus rapide que celle de produits semi-transformés ou en vrac et représentent désormais près de la moitié des échanges mondiaux de produits agricoles. Toutefois, les pays les moins avancés n'ont pas participé à cette croissance et ont vu au contraire leurs exportations de produits transformés décliner, passant de quelque 30 pour cent de leurs exportations totales de produits agricoles dans les années 60 à moins de 20 pour cent dans les années 90 (Annexe, figure 18).

40. La croissance rapide du commerce des produits agricoles transformés est due essentiellement aux transformations démographiques et économiques que connaît l'ensemble du monde en développement. L'urbanisation, l'accès des femmes aux emplois rémunérés et la hausse des revenus ont rendu plus coûteux l'achat et la préparation d'aliments en vrac et expliquent

⁴ FAO. *Agriculture mondiale horizon 2015/30: Rapport succinct*. Rome 2002.

l'engouement pour les aliments transformés dont témoignent les marchés internationaux et intérieurs. Un autre facteur important est la multiplication des supermarchés dans les pays en développement. Le commerce de détail s'en trouve transformé et les petits agriculteurs et les communautés rurales doivent s'y adapter. En particulier, la structure des petites exploitations agricoles doit s'adapter aux méthodes d'achat des supermarchés.⁵

41. Le commerce international peut avoir un impact direct ou indirect sur la pauvreté et la sécurité alimentaire, qu'il s'agisse des échanges en général ou du commerce des produits agricoles en particulier.⁶ Une participation accrue et une meilleure intégration dans le commerce international favorisent la croissance économique, multiplient les possibilités d'emploi et renforcent la capacité des plus démunis et des victimes de l'insécurité alimentaire d'exercer une activité rémunérée – en un mot, améliorent l'accès à l'alimentation. Qui plus est, l'ouverture au commerce des produits agricoles peut promouvoir la sécurité alimentaire en augmentant les approvisionnements, ce qui permet de répondre aux besoins de consommation et de réduire la variabilité de l'offre globale de denrées alimentaires.

42. La plus grande part des recettes supplémentaires créées à l'échelle mondiale par la libéralisation des échanges de produits agricoles reviendrait aux pays industrialisés dont les politiques agricoles sont souvent inefficaces sur le plan économique. Toutefois, les gains relatifs les plus importants au niveau du PIB sont enregistrés dans des pays en développement, avec des gains estimés dans une fourchette de 0,2-0,7 pour cent du PIB. On notera, en particulier, que dans les pays en développement de 70 à 85 pour cent des gains potentiels proviennent de la réforme de leurs propres politiques agricoles.

43. Tous les pays ne tireront pas de bénéfices de la libéralisation des échanges de produits agricoles. Les pays importateurs nets de denrées alimentaires subissent le contrecoup des termes de l'échange lorsque les cours mondiaux des denrées alimentaires augmentent dans le sillage des changements de politiques. Qui plus est, les bénéficiaires actuels des accords commerciaux préférentiels peuvent aussi perdre leurs avantages. Mais même pour ces pays, la libéralisation des échanges de produits agricoles pourrait contribuer à une hausse sensible des salaires des travailleurs non qualifiés qui sont souvent les plus pauvres parmi les pauvres. En réalité, c'est surtout par le biais du marché du travail que la libéralisation des échanges affecte la pauvreté des ménages.

44. La libéralisation des échanges ne saurait à elle seule permettre à la plupart des pays en développement d'atteindre leurs objectifs du Millénaire en matière de réduction de la pauvreté et de la faim. Il est important de noter que les obstacles "non politiques" au commerce, tels qu'une infrastructure défectueuse et des frais de transport élevés, peuvent réduire considérablement l'impact des réformes commerciales les plus ambitieuses. Les stratégies de sécurité alimentaire doivent donc s'appuyer sur des politiques intérieures appropriées et sur des investissements publics favorables aux couches les plus pauvres de la population et à la mise en place de filets de sécurité. L'expansion des marchés grâce au commerce international peut créer des possibilités de croissance, encourager l'efficacité et supprimer des obstacles d'échelle et de portée dans le cas d'économies à faible revenu aux marchés intérieurs limités.

E. PÊCHES: PRODUCTION, UTILISATION ET COMMERCE

45. Les pêches jouent un rôle important dans l'économie alimentaire mondiale. Plus de 38 millions de pêcheurs et d'éleveurs gagnent leur vie en pratiquant la pêche de capture et l'aquaculture. À l'échelle mondiale, le poisson fournit 15 pour cent environ des protéines animales consommées, avec des variations allant d'une moyenne de 23 pour cent en Asie à 18 pour cent en

⁵ FAO. *La Situation des marchés des produits agricoles 2004*. Rome 2004.

⁶ FAO. *La Situation de l'alimentation et de l'agriculture 2005*. Commerce des produits agricoles et pauvreté: le commerce peut-il aider les pauvres? Rome 2005 (à paraître).

Afrique et 7 pour cent en Amérique latine et dans les Caraïbes. L'évolution de l'offre mondiale de poisson au cours de la dernière décennie reflète essentiellement les tendances en Chine, pays qui signale une forte croissance de sa production de poisson provenant, notamment, de l'aquaculture intérieure et qui est devenu le premier producteur mondial de poisson.

46. La production halieutique mondiale a atteint en 2003 132,5 millions de tonnes, dont 42,3 millions de tonnes provenant de l'aquaculture (Annexe, figure 19). La production mondiale des pêches de capture a atteint 90,2 millions de tonnes, soit 3 pour cent de moins qu'en 2002 (Annexe, figure 20). La plupart des fluctuations de la production des pêches de capture au cours de ces dernières années ont été dues aux captures d'anchois du Pérou, qui dépendent des conditions climatiques (à savoir el Niño). En 2003, la Chine a signalé une production de 16,8 millions de tonnes, en légère hausse par rapport à 2002. Le Pérou (6,1 millions de tonnes), les États-Unis (4,9 millions de tonnes), l'Indonésie (4,7 millions de tonnes) et le Japon (4,6 millions de tonnes) figurent parmi les autres principaux producteurs.

47. La production aquacole mondiale, en croissance rapide ces dernières années, représente désormais 32 pour cent de la production halieutique totale (Annexe, figure 21). Cette expansion est due essentiellement à la Chine, qui assure désormais plus des deux tiers de la production aquacole mondiale en volume (28,9 millions de tonnes en 2003).

48. Quelque 40 pour cent (en équivalent poids vif) de la production halieutique mondiale fait l'objet d'un commerce international, pour une valeur de 63 milliards de dollars EU en 2003. Les pays en développement ont contribué à hauteur de moins de 50 pour cent à ces exportations, les 10 premiers exportateurs assurant les deux tiers des exportations totales des pays en développement. Les pays développés ont absorbé plus de 80 pour cent en valeur des importations halieutiques mondiales (Annexe, figure 22). Le Japon et les États-Unis d'Amérique ont importé à eux deux 36 pour cent des produits halieutiques commercialisés à l'échelle mondiale. Les exportations de poisson sont une source de devises de plus en plus importante pour les pays en développement. À l'heure actuelle, les exportations nettes cumulées de produits halieutiques des pays en développement dépassent de beaucoup les recettes dérivées de l'exportation de produits de base comme le café, les bananes et le caoutchouc.

49. Si l'offre totale de poisson destiné à l'alimentation humaine provenant des pêches de capture stagne depuis plusieurs années, l'offre par habitant de produits aquacoles a elle considérablement progressé (Annexe, figure 23). C'est particulièrement vrai de la Chine, où l'offre par habitant de produits aquacoles a progressé au point de fournir un peu plus de 75 pour cent du poisson consommé par habitant, contre 18 pour cent seulement dans le reste du monde.

F. FORESTERIE

50. La production mondiale de bois d'œuvre a atteint en 2003 3 342 millions de mètres cubes, soit une hausse de 1,2 pour cent par rapport à l'année précédente (Annexe, figure 24). La plus grande partie de la production mondiale de bois est utilisée comme combustible. En 2003, 53 pour cent de la production totale de bois d'œuvre a été utilisée comme combustible et les 47 pour cent restants par l'industrie. Le bois brûlé l'est surtout dans les pays en développement, où il constitue souvent la principale source d'énergie. En revanche, l'essentiel du bois d'œuvre à usage industriel est produit par les pays développés, soit plus de 70 pour cent du total.

51. En 2002, les pays en développement ont produit 2 000 millions de mètres cubes de bois d'œuvre, soit 60 pour cent de la production totale (Annexe, figure 25). Près de 80 pour cent de la production de bois d'œuvre consiste en bois destiné à servir de combustible, et cette production est stable depuis plusieurs années. La production de bois d'œuvre industriel par les pays en développement commence seulement à se redresser après plusieurs années de déclin.

52. Dans les pays développés, le bois d'œuvre industriel représente 87 pour cent de la production, tandis que la production de bois de feu demeure marginale. Par ailleurs, la production des pays développés, après un déclin sensible au début des années 90, est encore bien inférieure aux niveaux records de 1989-90.

IV. RESSOURCES CONSACRÉES À L'AGRICULTURE

A. AIDE EXTÉRIEURE À L'AGRICULTURE

53. Les données préliminaires pour 2002 indiquent que l'aide extérieure totale à l'agriculture est restée pratiquement inchangée en prix constants 2000 par rapport aux deux années précédentes (Annexe, figure 26). L'aide mondiale masque cependant des différences entre les régions. La région Amérique latine et Caraïbes ainsi que les pays en transition ont reçu une aide variable au cours des dernières années, tandis que l'aide destinée à l'Asie continue à diminuer. On estime que l'aide extérieure à l'Afrique subsaharienne a augmenté pour la troisième année consécutive, passant de 2,8 milliards de dollars EU en 2001 à 3,4 milliards de dollars EU en 2002.

54. Les tendances à long terme de l'aide extérieure à l'agriculture révèlent un déclin sensible en termes réels entre le début des années 80 (avec un record en 1982) et le début des années 90 (Annexe, figure 27). À partir de 1993, l'aide extérieure à l'agriculture a fluctué autour de niveaux équivalant à la moitié de ceux enregistrés pendant la période 1982-86. Tant l'assistance bilatérale que l'assistance multilatérale ont contribué à la contraction sensible des niveaux d'assistance par rapport à ceux du début des années 80. En revanche, la part de l'aide à des conditions libérales a eu tendance à augmenter et a atteint plus de 80 pour cent en l'an 2000.

55. En montant par travailleur agricole, l'aide extérieure à l'agriculture a diminué de plus de moitié depuis le niveau record atteint en 1982 (Annexe, figure 28). Parmi les régions en développement, l'Afrique subsaharienne semble se relever après la période de déclin des deux dernières décennies, avec 17 dollars EU d'aide extérieure par travailleur agricole en 2002. Une légère augmentation des valeurs de 2002 pour les régions Proche-Orient et Afrique du Nord et Amérique latine et Caraïbes, respectivement, pourra être confirmée lorsque des données définitives seront disponibles. L'assistance reçue par agriculteur dans la région Asie-Pacifique reste inférieure à celle des autres régions. Il est inquiétant, enfin, que l'aide extérieure à l'agriculture tende à ne pas toucher les pays qui en auraient le plus besoin du fait de la prévalence de la sous-alimentation. En fait, l'aide extérieure par agriculteur est supérieure dans les pays où la prévalence de personnes sous-alimentées dans la population est la plus faible (Annexe, figure 29).

56. Compte tenu du déclin des ressources allouées à l'agriculture, la récente décision de certains pays donateurs de relever l'aide au développement et d'annuler la dette est un événement d'importance. Le Conseil de l'Union européenne a fixé un ratio ODI/INB de 0,56 pour cent d'ici à 2010 et de 0,70 pour cent d'ici à 2015. Qui plus est, l'accord auquel est parvenu le G8 annule toutes les dettes de 18 pays à leur égard, sans réduction des fonds disponibles pour ces pays ou d'autres. Il s'agit de mesures importantes visant à donner suite au consensus de Monterrey, qui exige également qu'une part plus importante des engagements de dépenses soit destinée à l'agriculture et aux zones rurales.

B. CAPITAL SOCIAL AGRICOLE

57. Le capital social de l'agriculture est un facteur important de la productivité de la main-d'œuvre agricole et des revenus des exploitations.⁷ La FAO a établi des estimations du capital social de l'agriculture en utilisant des données sur le bétail, les tracteurs, les terres irriguées et les terres cultivées en culture permanente, etc., ainsi que les prix moyens pour l'année 1995. Ces données ont permis de calculer le capital social agricole. L'évolution annuelle de ce capital est considérée comme reflétant l'investissement dans l'agriculture.

58. En comparant le capital social de l'agriculture au nombre de personnes économiquement actives dans le secteur agricole, on obtient l'indicateur du degré de capitalisation du secteur (Annexe, figure 30). Le capital social agricole par travailleur agricole diffère sensiblement selon les régions en développement: l'Amérique latine et les Caraïbes et le Proche-Orient et l'Afrique du Nord ayant des niveaux bien supérieurs à ceux de l'Afrique subsaharienne et de la région Asie-Pacifique. Si l'on considère la tendance à plus long terme, depuis 1975 le capital social agricole par travailleur agricole n'a augmenté sensiblement que dans la région Amérique latine et Caraïbes, tandis que l'on constate des augmentations limitées dans les régions Proche-Orient et Afrique du Nord et Asie-Pacifique. Le plus inquiétant est le déclin lent, mais semble-t-il, inexorable, du capital social agricole par travailleur agricole en Afrique subsaharienne.

59. Si l'on considère le capital social agricole par travailleur agricole dans l'agriculture primaire des pays en développement, on constate qu'il est extrêmement faible et stagnant dans les pays où la prévalence de la sous-alimentation est la plus élevée par rapport à ceux qui ont réussi à réduire la faim. Le fossé en matière d'investissement s'accroît également. Les pays où la sous-alimentation est actuellement la plus faible (moins de 5 pour cent de la population) ont enregistré une forte croissance du capital social agricole depuis 1975. Dans toutes les autres catégories, l'investissement n'a pas ou guère augmenté. Dans le groupe des pays où plus d'un tiers de la population est sous-alimentée, la valeur du capital social de l'agriculture primaire a diminué en termes réels au cours des vingt-cinq dernières années (Annexe, figure 31).

C. INVESTISSEMENT PUBLIC DANS L'AGRICULTURE

60. L'investissement public dans l'infrastructure, la recherche, l'enseignement et la vulgarisation agricoles est indispensable pour stimuler l'investissement privé, la production agricole et la conservation des ressources. L'importance que les gouvernements accordent à l'agriculture par rapport à l'importance de cette dernière dans l'économie est reflétée par l'“indice d'orientation agricole”, autrement dit la part de l'agriculture dans les dépenses publiques comparée à sa part du PIB (Annexe, figure 32). Les pays où les taux de sous-alimentation sont les plus faibles assurent la plus forte orientation agricole de leurs dépenses publiques. Par comparaison, dans les pays où la sous-alimentation atteint un niveau élevé, cet indice est très faible. Il est de toute évidence nécessaire de renforcer les dépenses publiques au profit du secteur agricole, afin d'exploiter pleinement sa contribution potentielle à la création d'emplois, à la réduction de la pauvreté et au renforcement de la sécurité alimentaire.

V. RÉSUMÉ

61. Le présent document met en lumière un certain nombre de tendances, positives et négatives, de l'alimentation et de l'agriculture à l'échelle mondiale. Elles peuvent être résumées comme suit:

⁷ Le capital social de l'agriculture correspond à la valeur de remplacement en termes monétaires (à la fin de l'année) des actifs fixes corporels produits ou acquis (tels que les machines, les structures, le bétail, l'amélioration des terres) utilisés de manière répétée dans le processus de production agricole.

- Le nombre de personnes sous-alimentées vivant dans les pays en développement demeure obstinément élevé, avec 815 millions de personnes en 2000-2002. Les progrès accomplis en ce qui concerne la réduction de ce chiffre sont scandaleusement lents et extrêmement inégaux selon les pays et les régions. La réduction du nombre de personnes sous-alimentées est évaluée à 9,2 millions de personnes pendant la dernière décennie.
- En même temps, un grand nombre de pays et de personnes continuent à être affectés un peu partout dans le monde par des crises alimentaires. Nombre de ces crises sont attribuables à des conditions climatiques défavorables et à des événements naturels, mais un nombre croissant d'entre elles est également causé par des catastrophes induites par l'homme.
- La sécurité alimentaire est beaucoup plus qu'un problème de production, même si le secteur agricole joue un rôle important, voire indispensable, dans la réduction de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté. L'analyse des données concernant la production agricole et animale montre que depuis deux ans, la production augmente à un rythme supérieur à la moyenne des quatre dernières décennies. Ceci est le résultat d'une hausse sensible de la production tant dans les pays en développement que dans les pays développés.
- Après plusieurs années de stagnation, la production céréalière mondiale a fait un bond en avant en 2003/04. Ceci a permis de reconstituer les stocks céréaliers mondiaux, après plusieurs années de déclin.
- En 2004, les cours des produits alimentaires de base ont atteint leur niveau le plus élevé depuis le milieu des années 90. Toutefois, la situation en ce qui concerne les cours des produits tropicaux et des matières premières est mitigée.
- Après un déclin de plusieurs années, la valeur des exportations agricoles mondiales a augmenté à partir de 2001 pour atteindre un record en 2003. Toutefois, la situation des pays en développement en ce qui concerne le commerce net de produits agricoles, notamment celle des pays les moins avancés, s'est aggravée et cette tendance semble perdurer. À cet égard, il importe de noter le rôle des négociations de l'OMC sur le commerce des produits agricoles dans le contexte du Cycle de Doha. Les résultats de ces négociations pourraient jouer un rôle critique dans le renforcement de la contribution du commerce des produits agricoles au développement économique de nombreux pays en développement.
- Les tendances à long terme de l'aide extérieure à l'agriculture indiquent un déclin très sensible en termes réels au début des années 80. Le tableau général masque des disparités entre les régions. Ainsi, en Afrique subsaharienne, la tendance au déclin de l'aide extérieure à l'agriculture semble avoir pris fin avec une augmentation de l'aide pour la troisième année consécutive. Notons, toutefois, que l'aide extérieure à l'agriculture ne touche pas généralement les pays en ayant le plus besoin du fait de la prévalence de la sous-alimentation. L'insuffisance des flux de ressources destinées à l'agriculture est aussi mise en évidence par le niveau extrêmement bas du capital social par travailleur agricole.

62. Outre les tendances examinées ci-dessus, la situation de l'alimentation et de l'agriculture est déterminée par les forces qui s'exercent au niveau macroéconomique. Elles incluent notamment l'urbanisation et le déplacement de la faim et de la pauvreté des zones rurales vers les zones urbaines; la mondialisation et l'intégration des marchés; l'augmentation des revenus et la promotion d'un nombre croissant de pays du statut de pays à faible revenu à celui de pays à revenu intermédiaire, avec une diminution possible de l'importance relative de l'agriculture comme moteur de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté et une augmentation des activités non agricoles qui contribuent à améliorer les conditions de vie des populations rurales; la demande croissante de biens publics mondiaux comme les règles, normes et conventions internationales; l'atténuation des effets des changements climatiques; le caractère limité des énergies fossiles et le rôle de l'agriculture en tant que fournisseur de bioénergie; et le rôle de plus en plus important du secteur privé dans la création de connaissances et l'établissement de normes.

ANNEXE: LA SITUATION DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE EN CHIFFRES

Figure 1: population sous alimentée, par région, 2000-2002 (en millions)

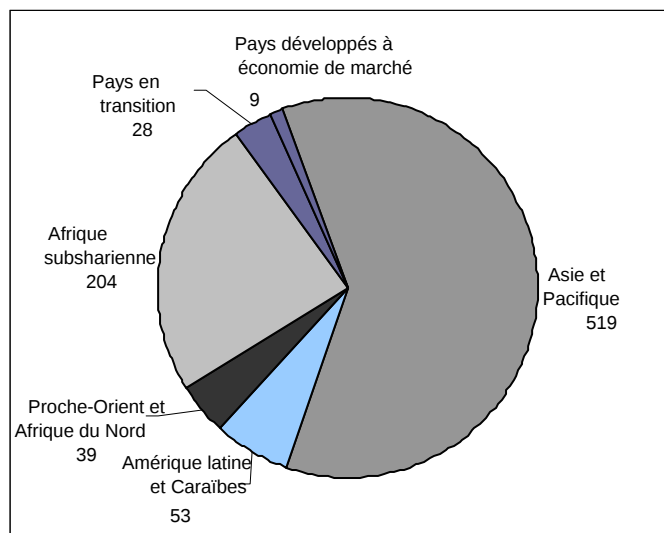


Figure 2: Pourcentage de personnes sous-alimentées, par région, 2000-2002

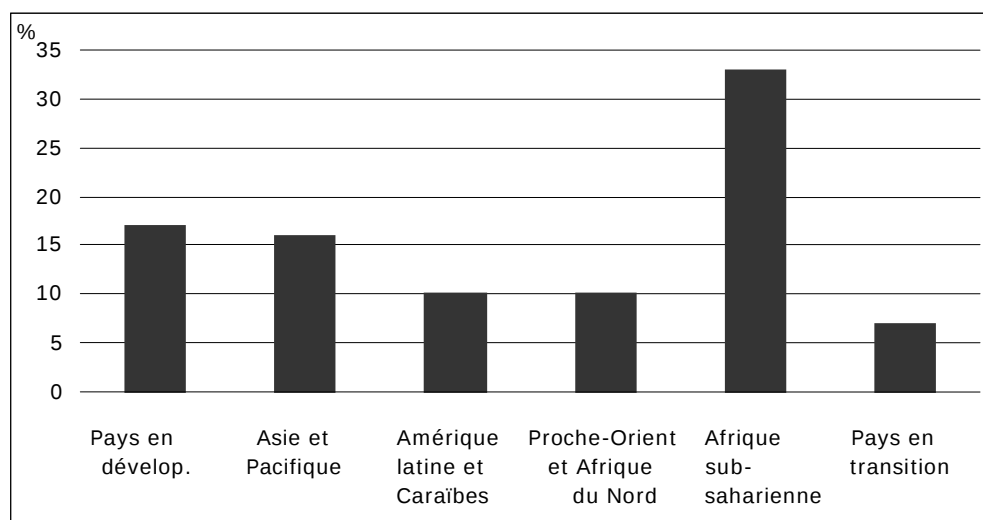


Figure 3: Évolution en pourcentage des populations sous-alimentées dans les pays en développement

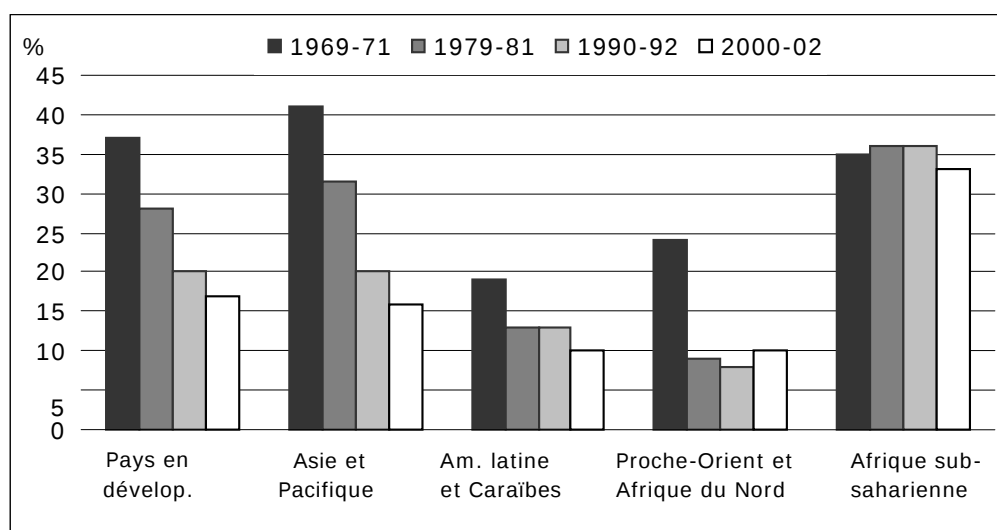


Figure 4: Évolution en nombre des populations sous-alimentées dans les pays en développement

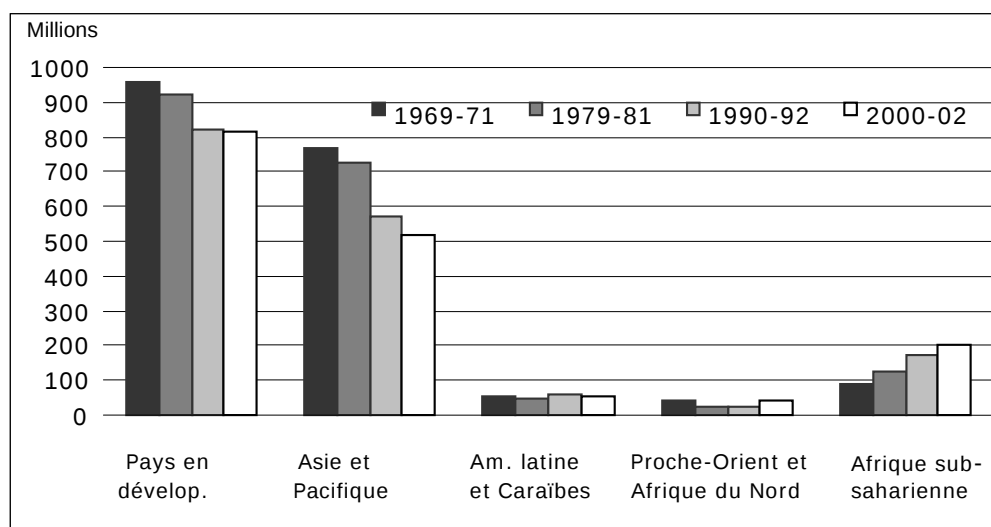
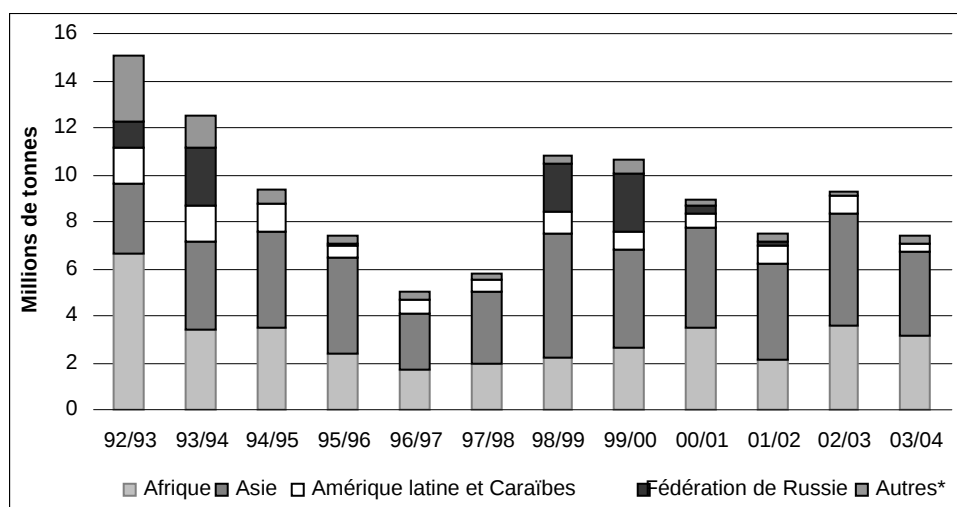


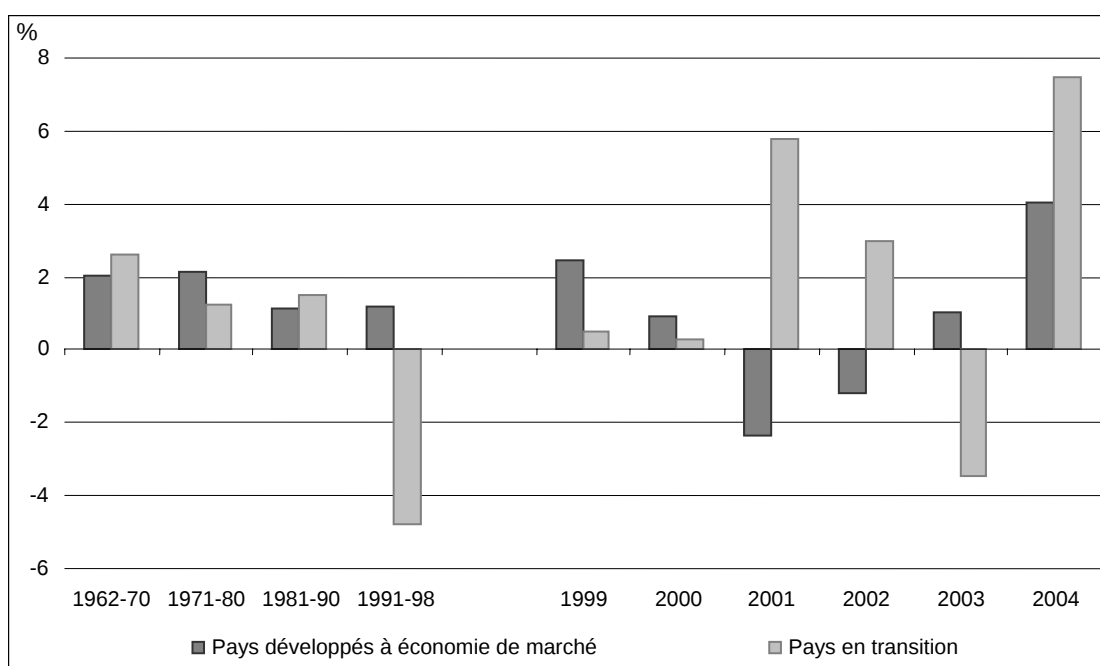
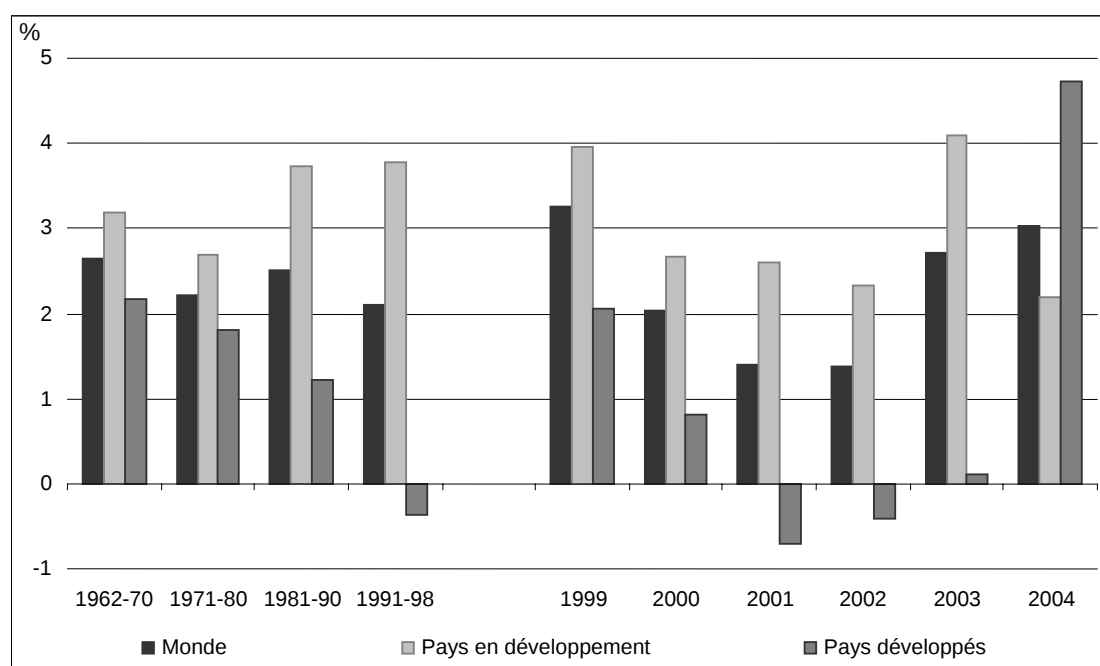
Figure 5: Récipiendaires d'aide alimentaire céréalière (en équivalent céréales)

Source: PAM

Note: une année correspond à la période de 12 mois allant de juillet à juin. Les pays du Proche-Orient situés en Asie sont classés avec l'Asie, ceux situés en Afrique du Nord avec l'Afrique.

* y compris les pays en transition

Figure 6: Évolution de la production agricole et de la production animale
Pourcentage d'évolution annuelle



Dans le graphique inférieur (et les suivants)

Les pays développés sont ventilés en "pays développés à économie de marché" et "pays en transition".

Figure. 7: Évolution de la production agricole et de la production animale par région
Pourcentage d'évolution annuelle

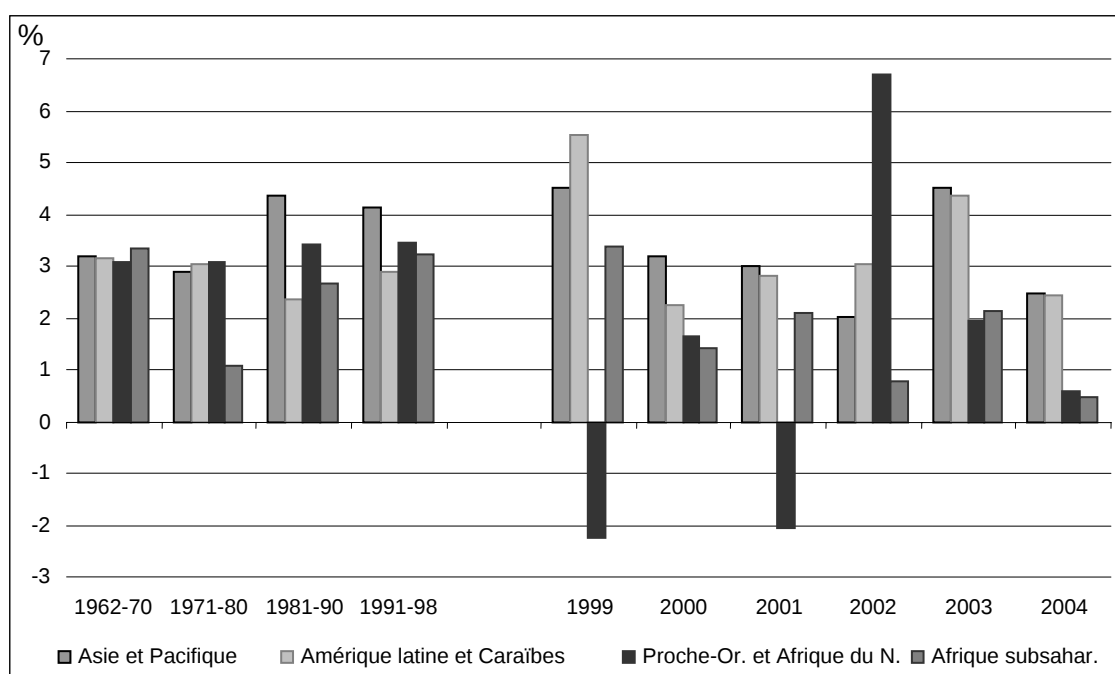


Figure 8: Tendence à long terme de la production vivrière par habitant, par région en développement (indice 1999-2001 = 100)

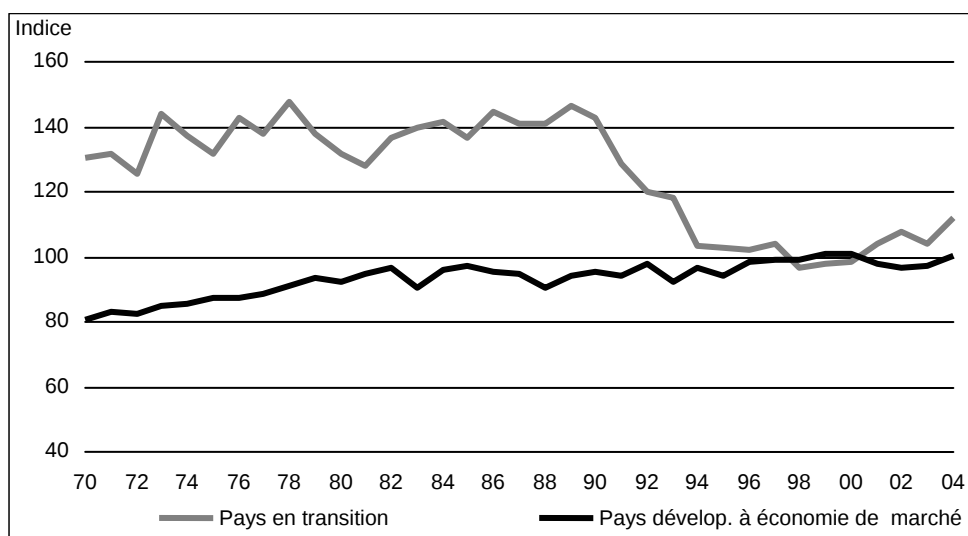
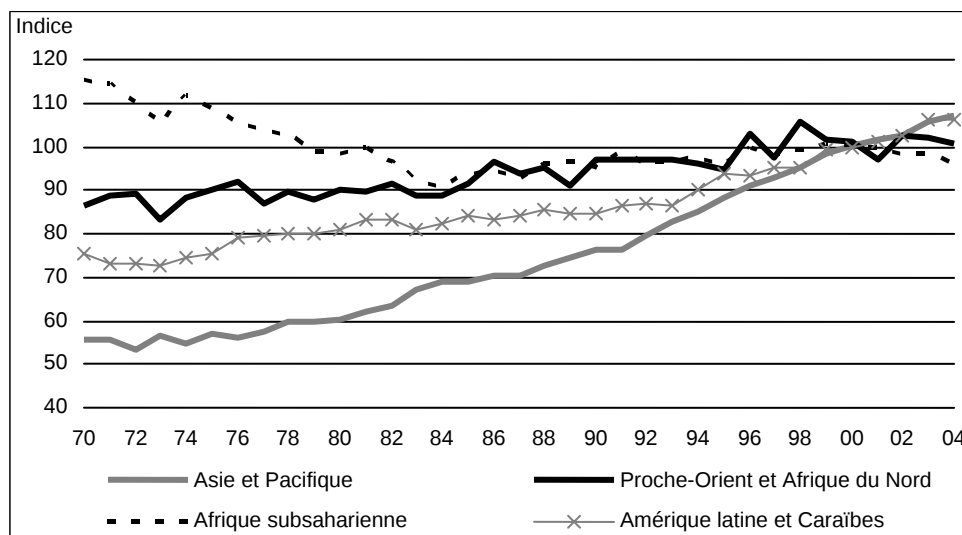
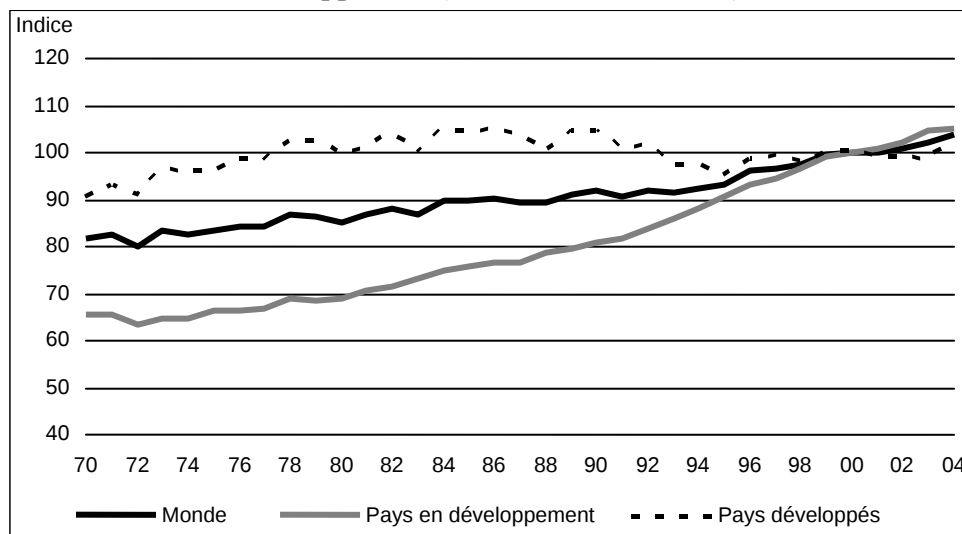
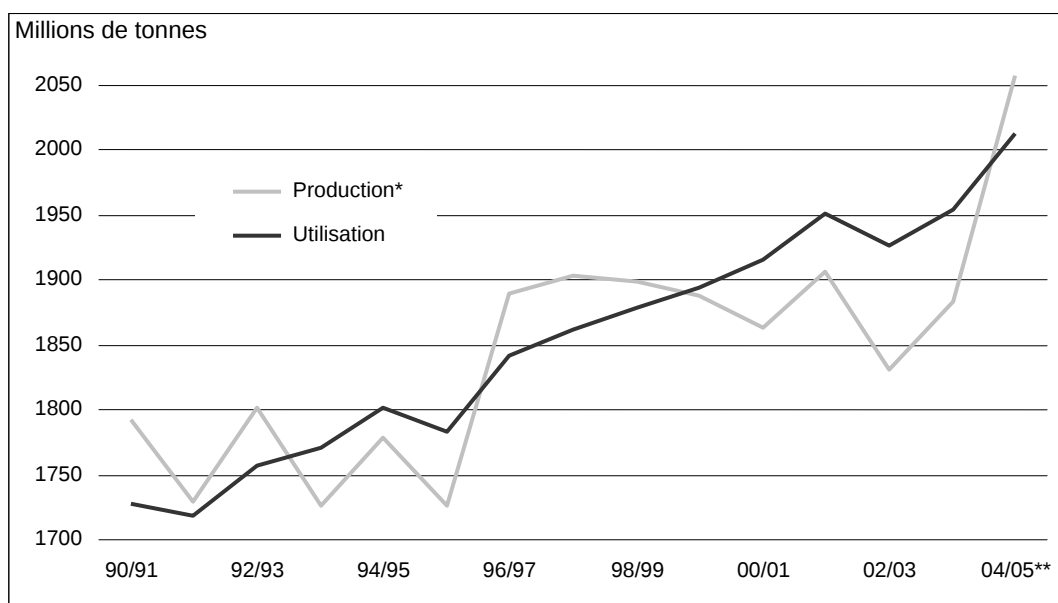
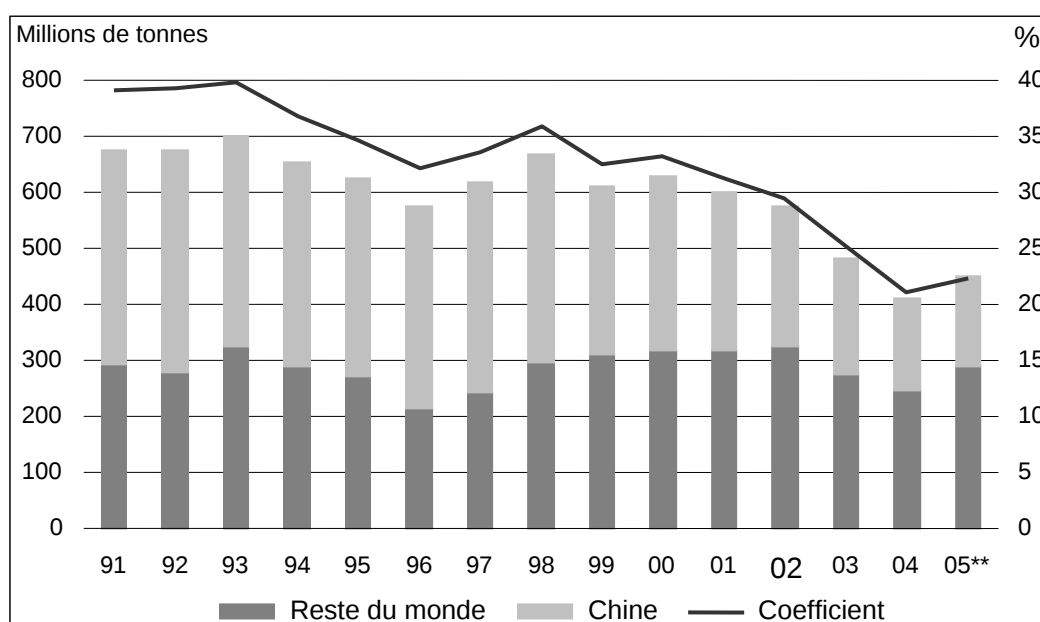


Figure 9: Production et utilisation céréalières à l'échelle mondiale

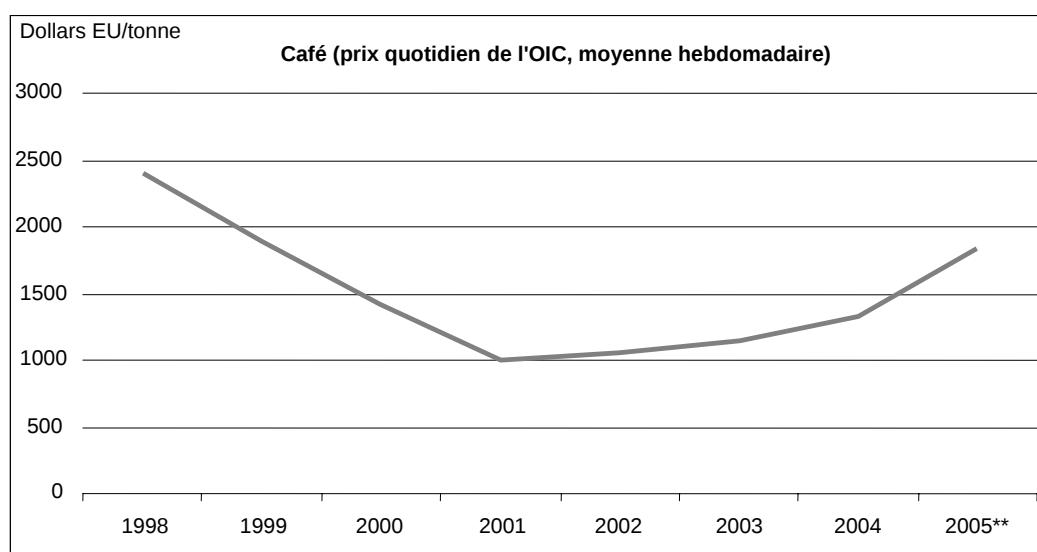
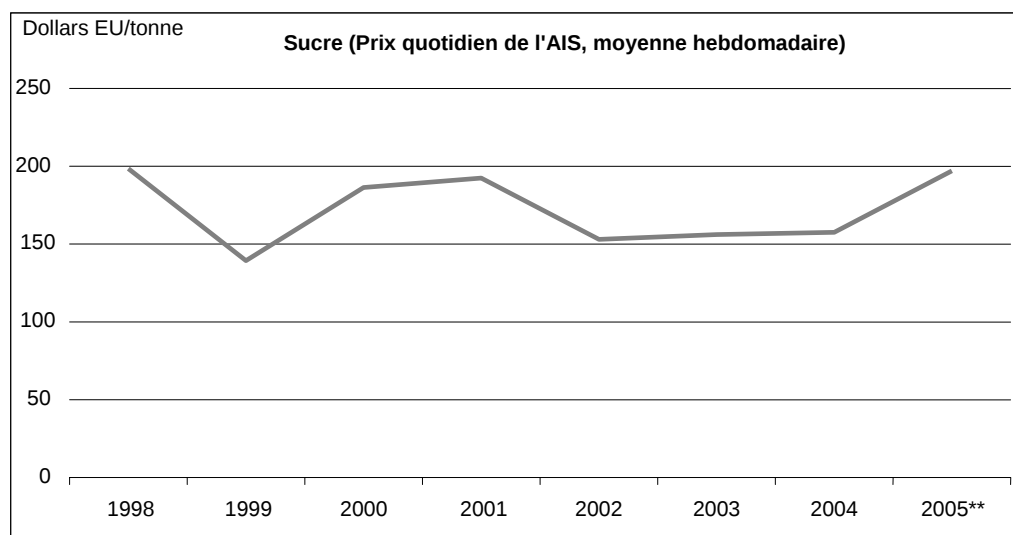
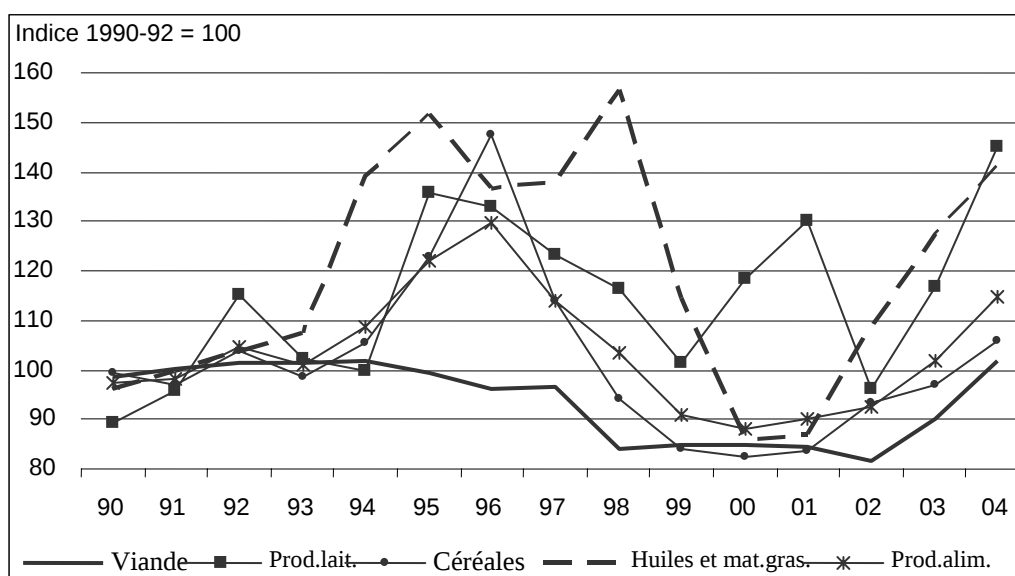
*: Les données se rapportent à l'année civile de la première année illustrée

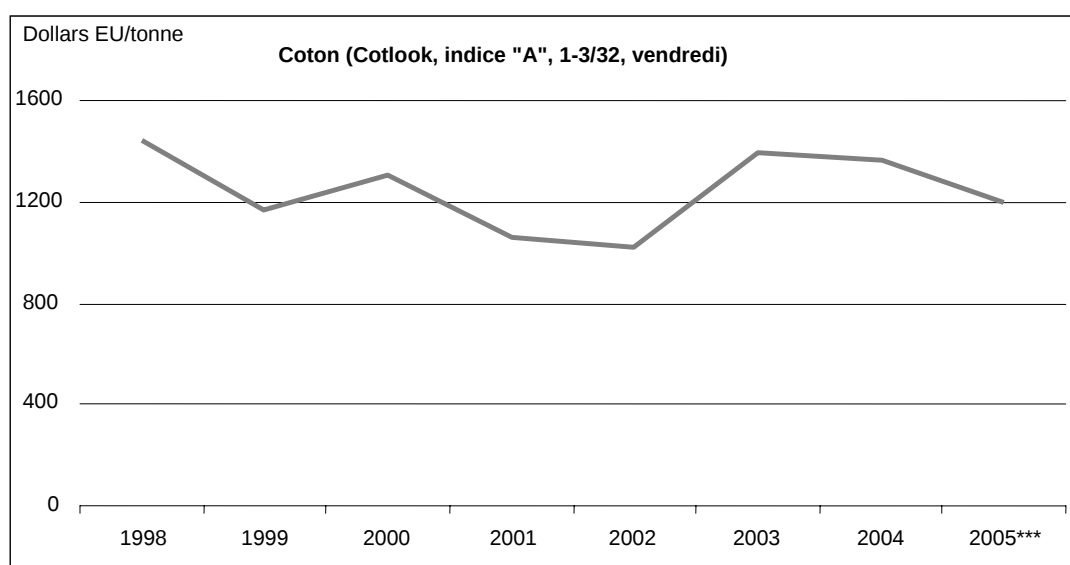
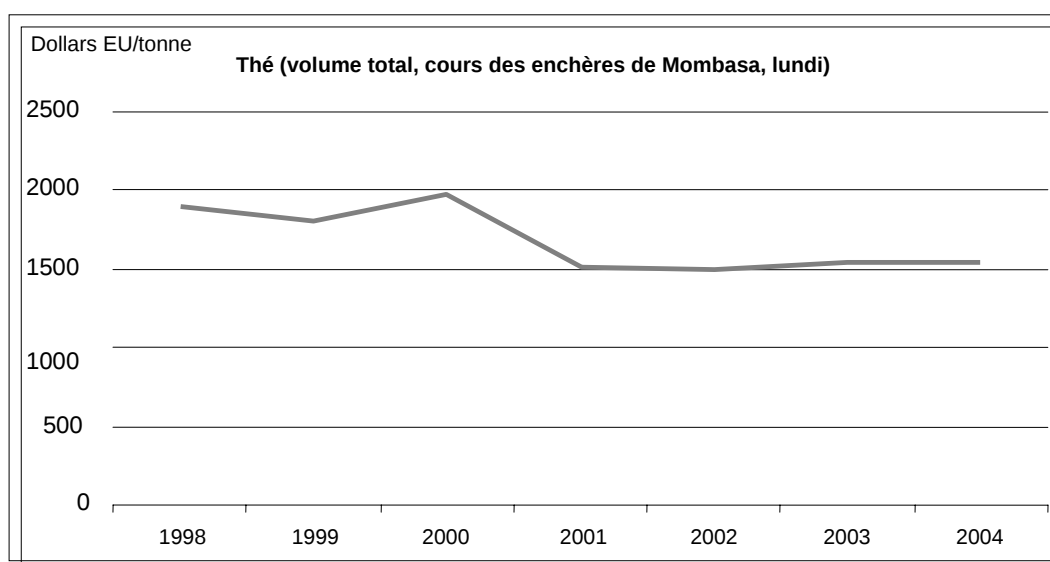
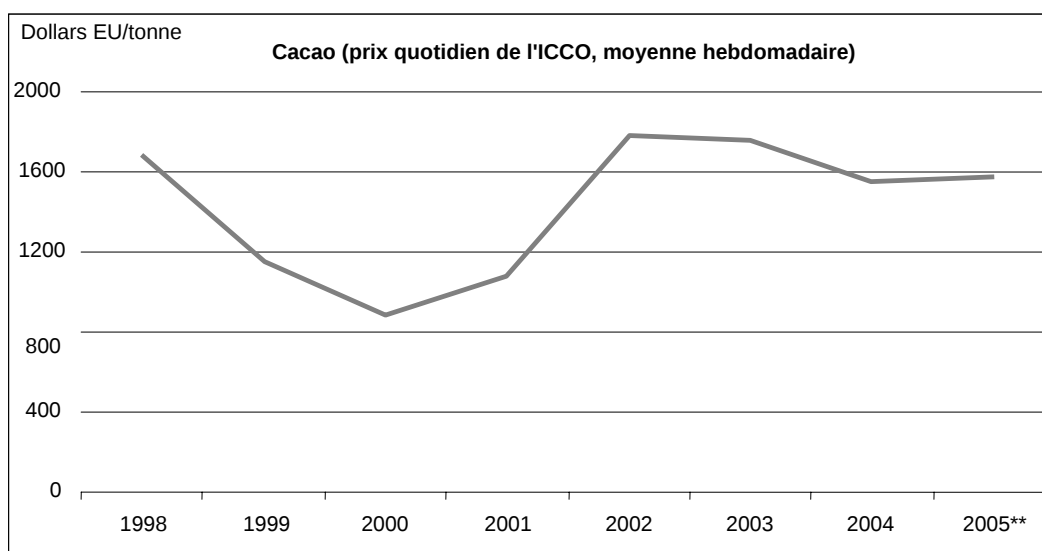
** : Prévisions

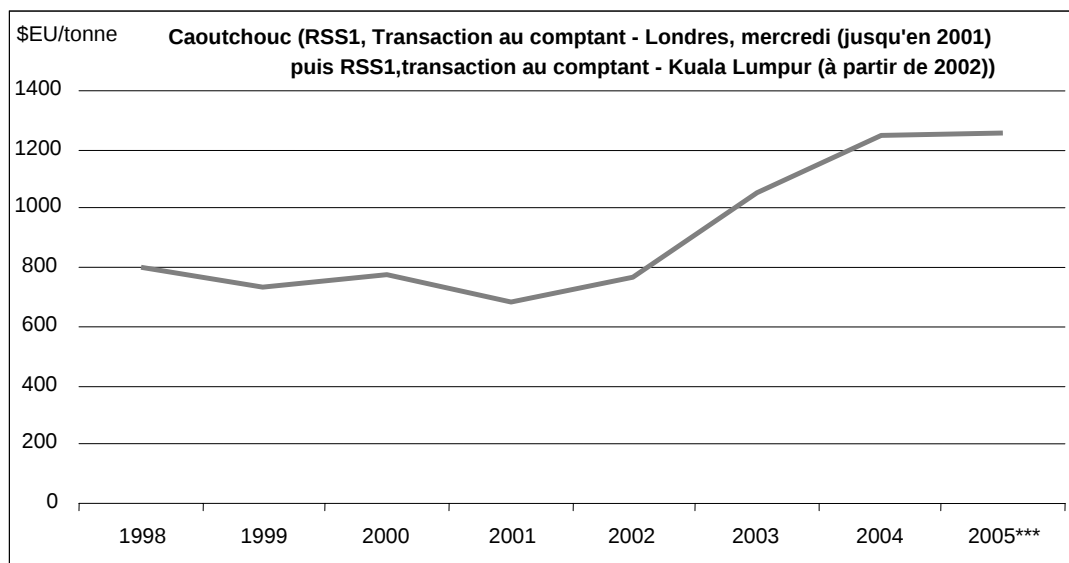
Figure 10: Stocks céréaliers mondiaux * et coefficient stocks-utilisation

*: Les données concernant les stocks sont obtenues à partir des volumes agrégés de stocks de report à la clôture des campagnes agricoles nationales et ne représentent à aucun moment les niveaux des stocks mondiaux.

** : Prévisions

Fig. 11: Évolution des cours des denrées





Source: FAO

**: moyenne sur deux mois, janvier-février

***: moyenne sur 5 mois, janvier-avril

Figure 12: Variation annuelle des exportations mondiales de produits agricoles en dollars EU (pourcentage)

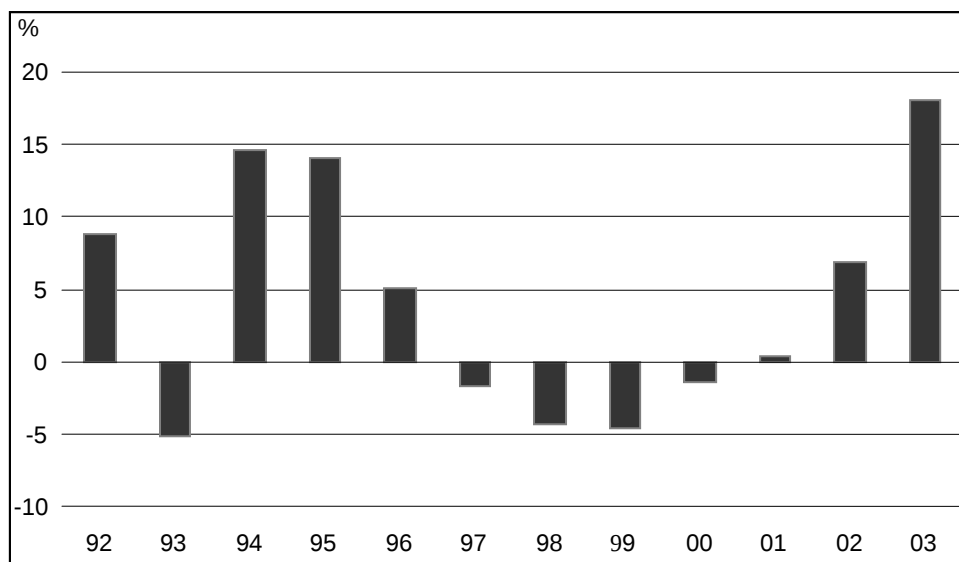


Figure 13: Exportations mondiales de produits agricoles
(en dollars EU et en pourcentage des exportations totales de marchandises)

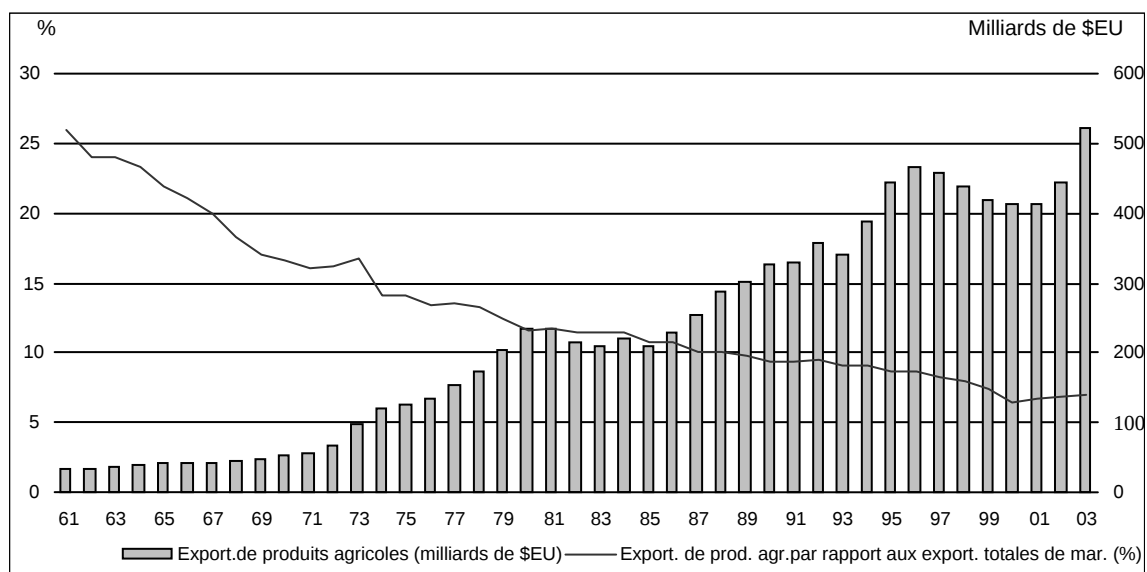
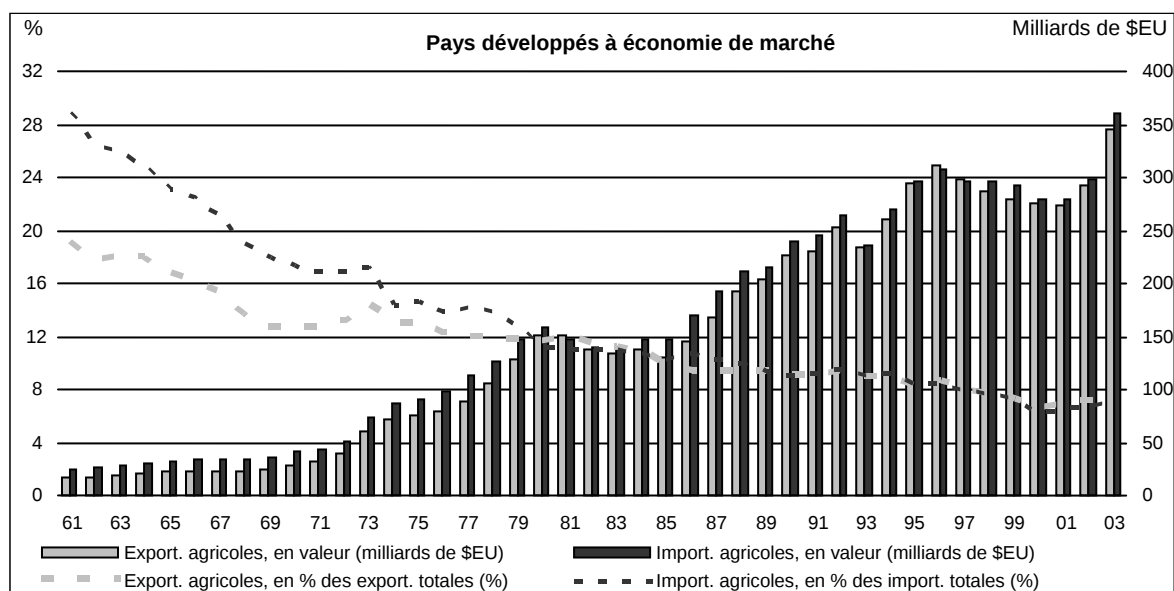
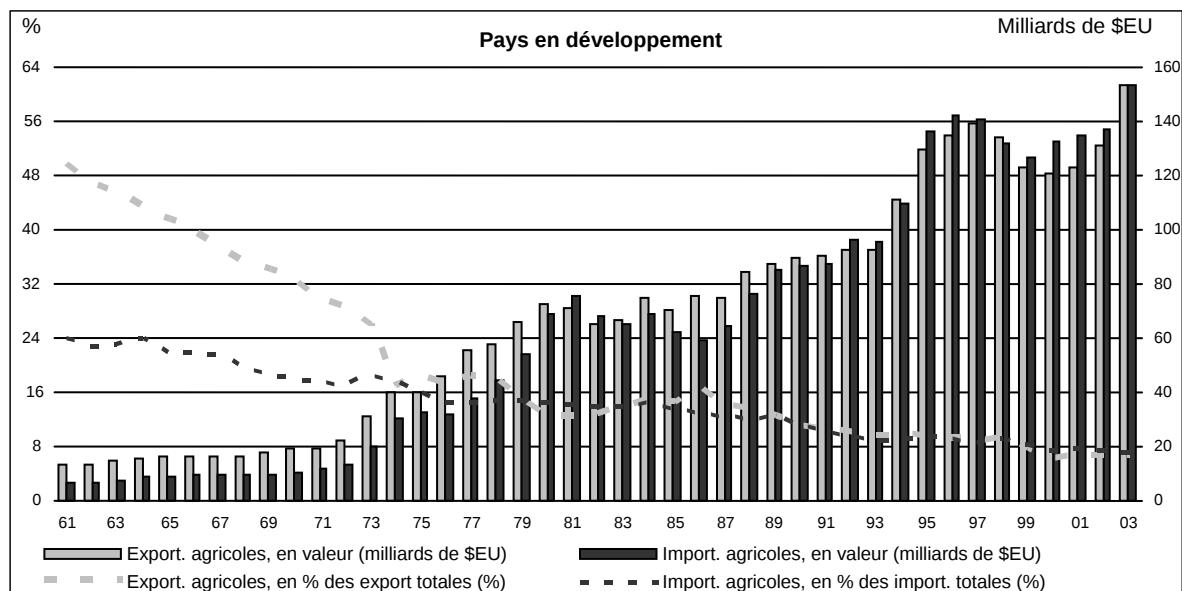
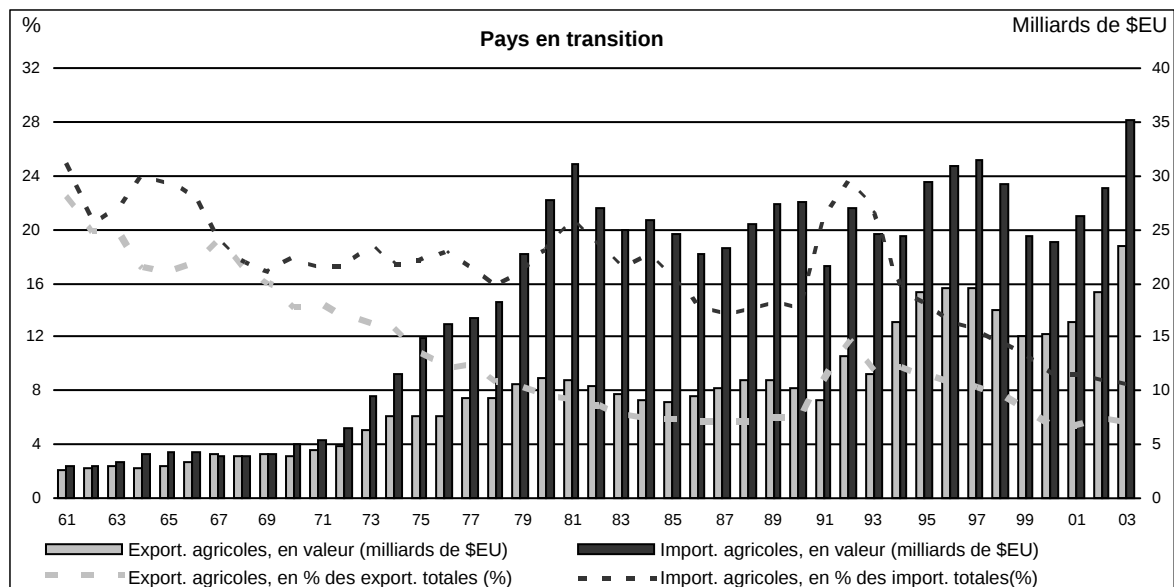
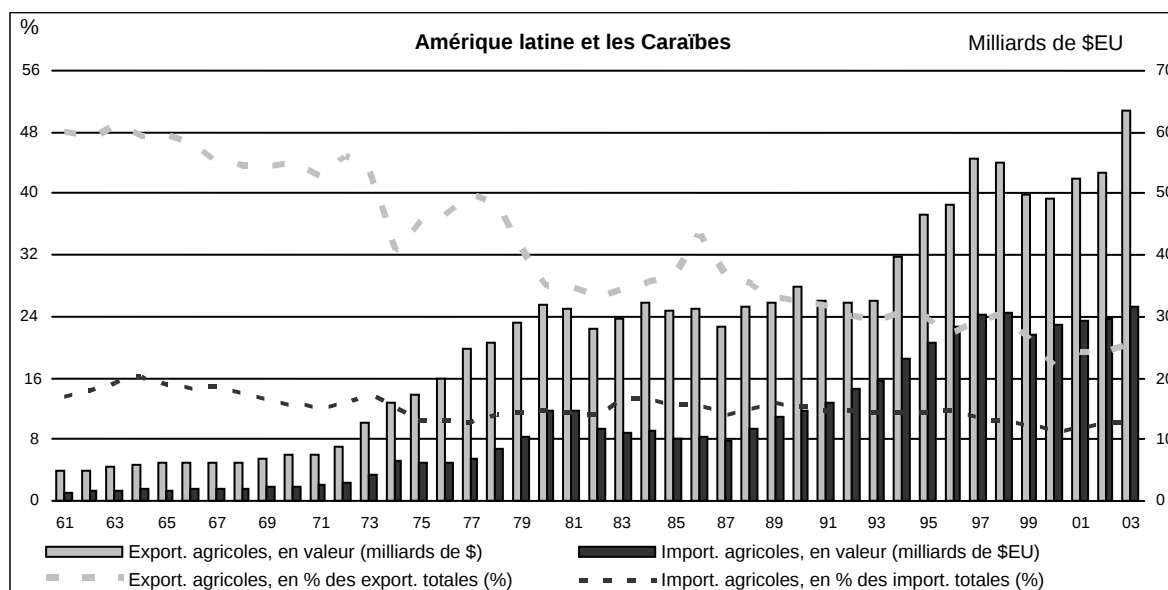
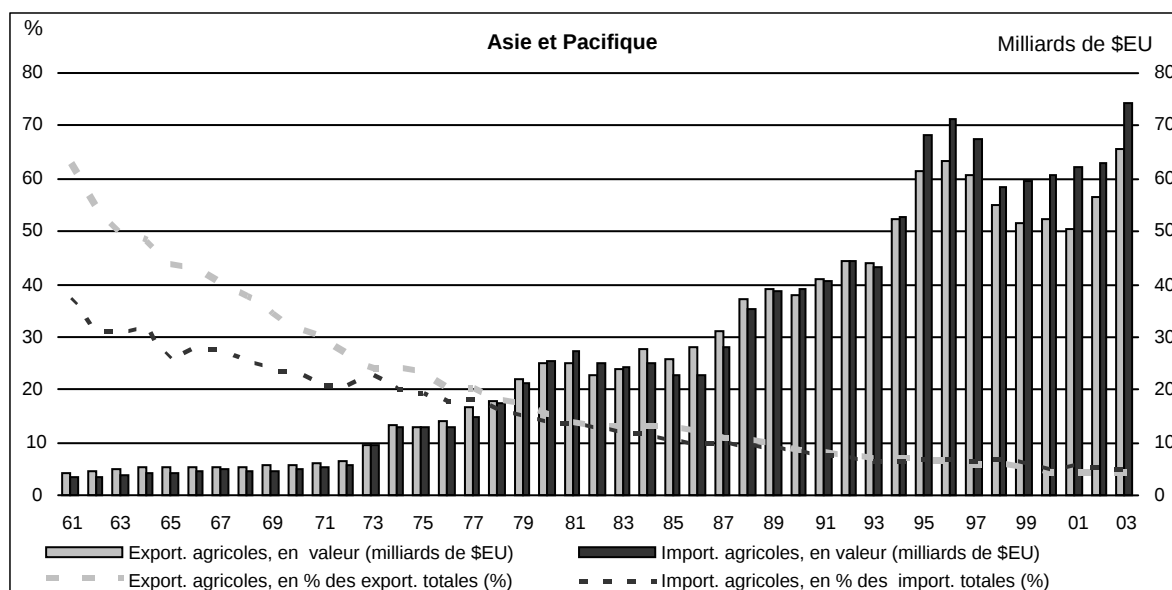


Figure 14: Importations et exportations agricoles par région
(en valeur et en pourcentage des exportations et des importations de marchandises)







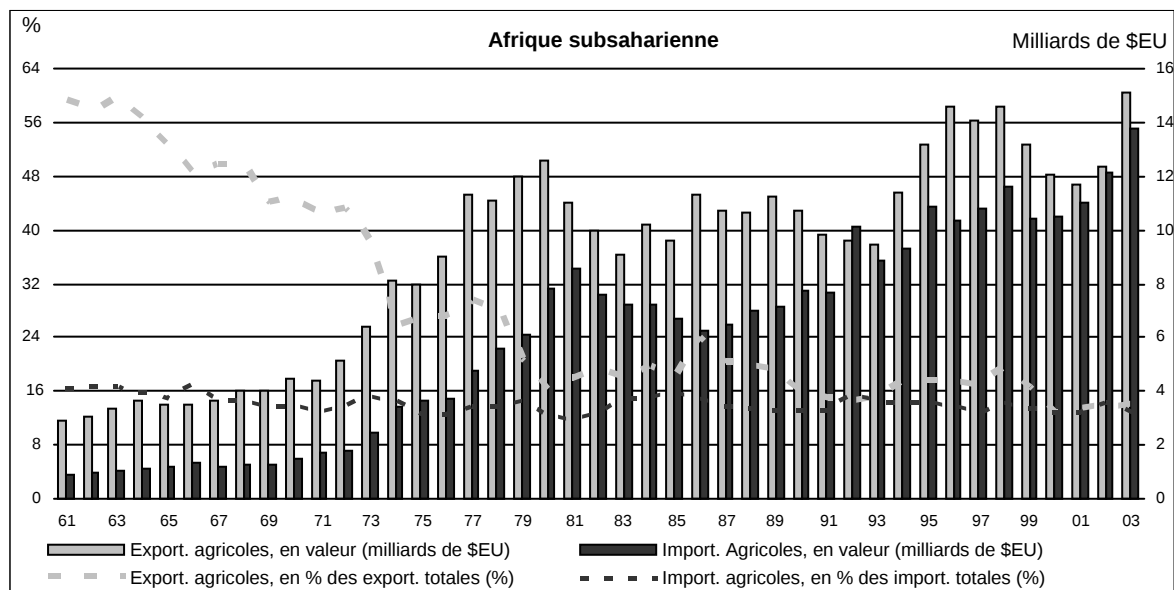
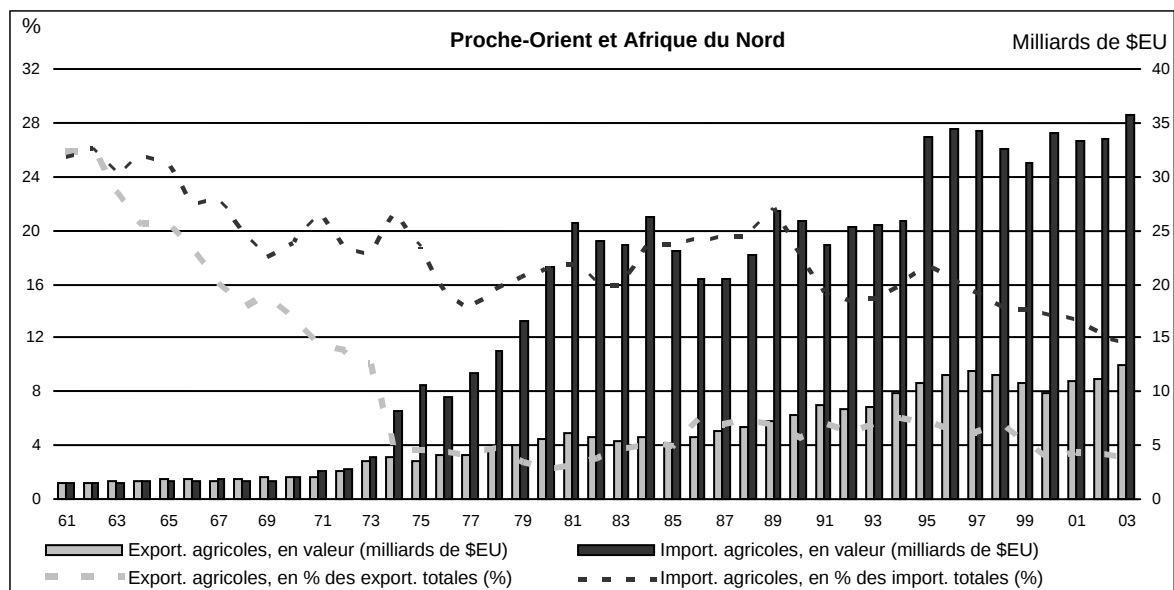
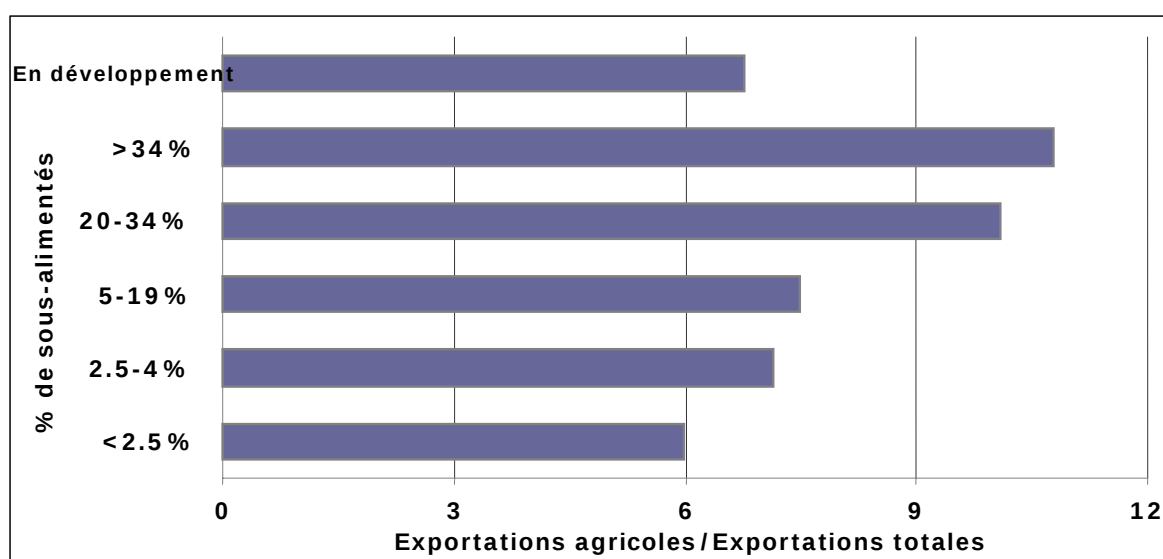
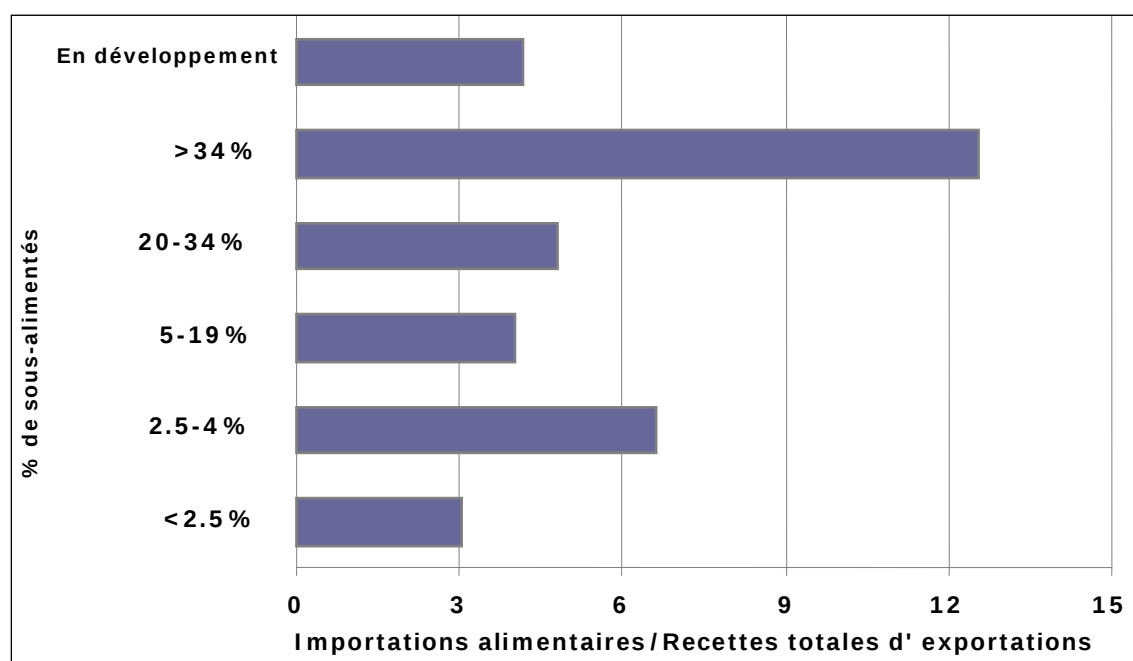


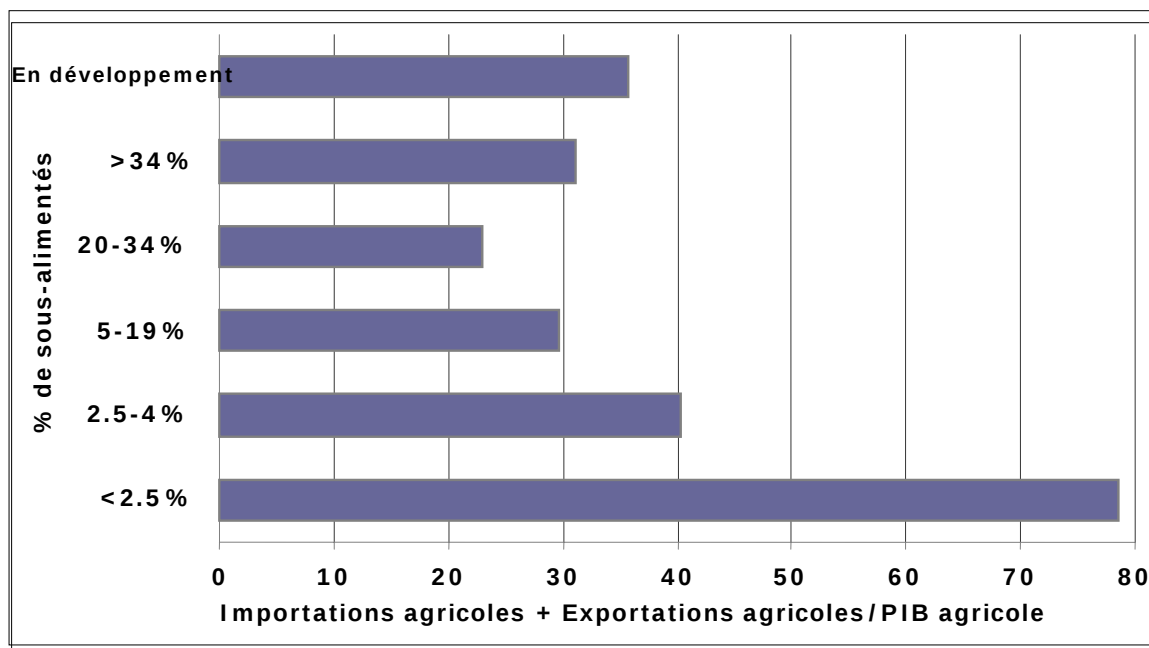
Figure 15: Exportations agricoles et sous-alimentation

Source: FAOSTAT et Banque mondiale

Figure 16: Importations alimentaires et sous-alimentation

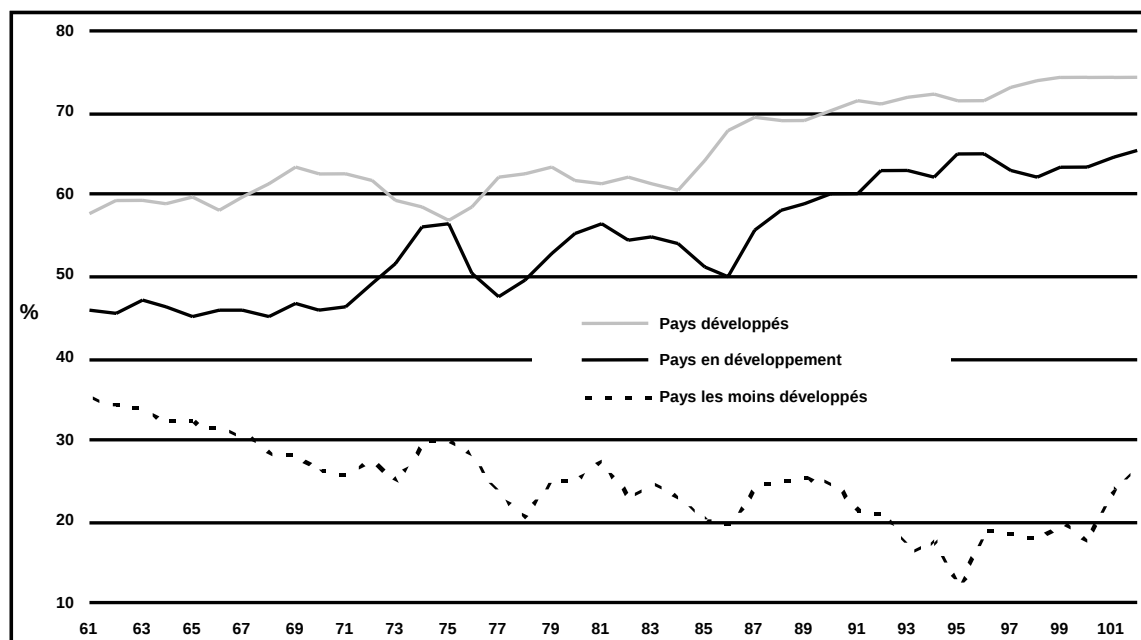
Source: FAOSTAT

Figure 17: Intégration de l'agriculture dans les marchés mondiaux et sous-alimentation

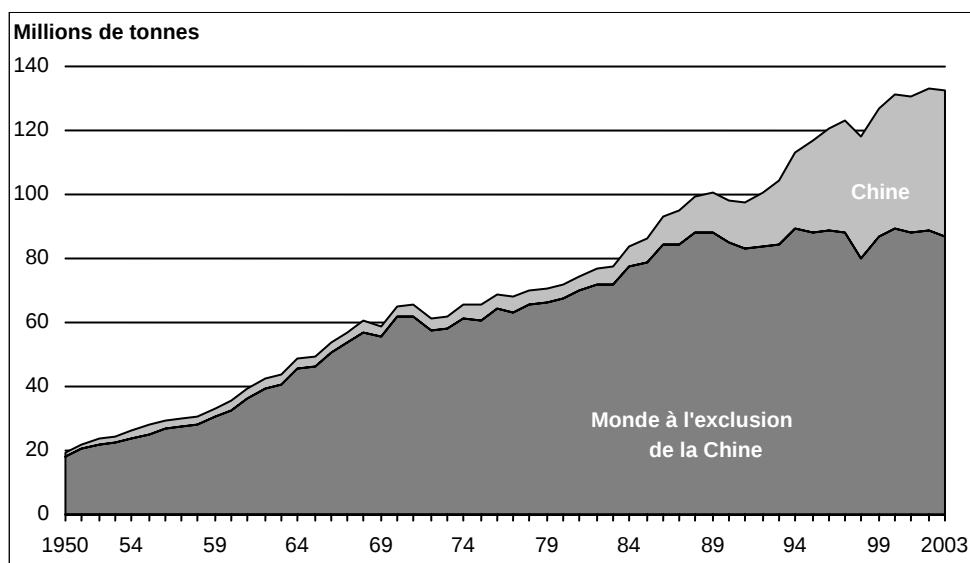


Source: FAOSTAT et Banque mondiale

Figure 18: Part des produits transformés dans les exportations agricoles (en pourcentage)



Source: FAO

Figure 19: Production piscicole totale – Chine et reste du monde

Note: À l'exclusion de la production de mammifères marins, de crocodiles, de coraux, d'éponges, de coquillages et de plantes aquatiques

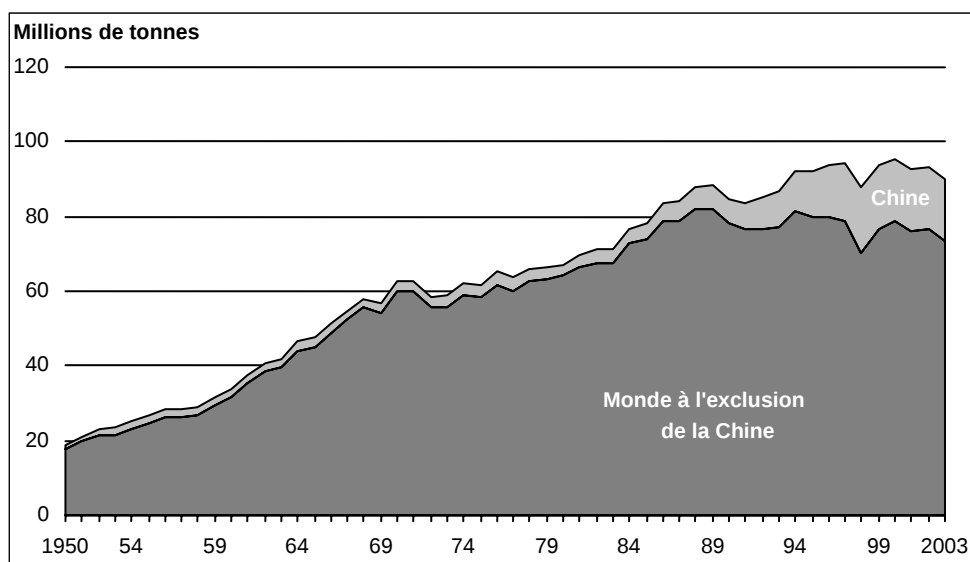
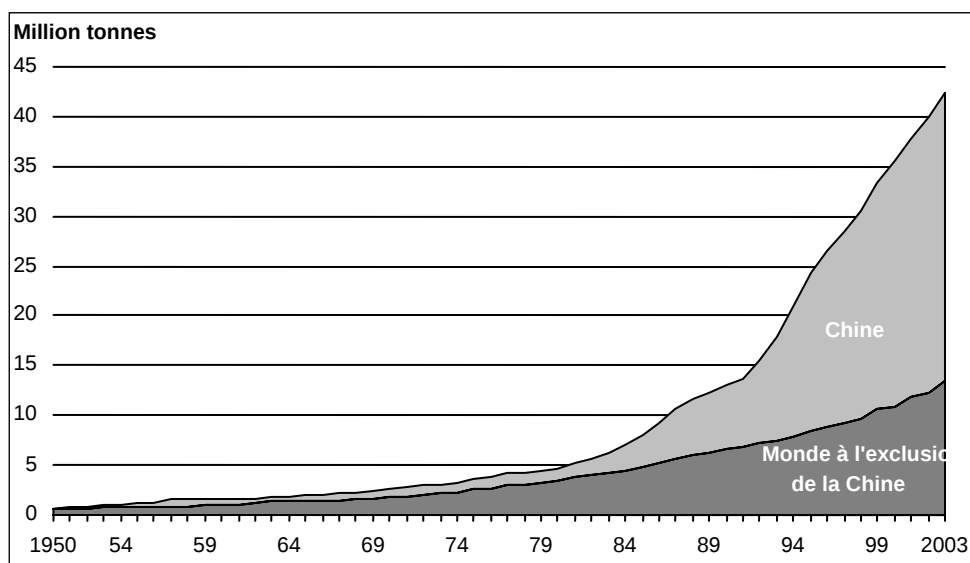
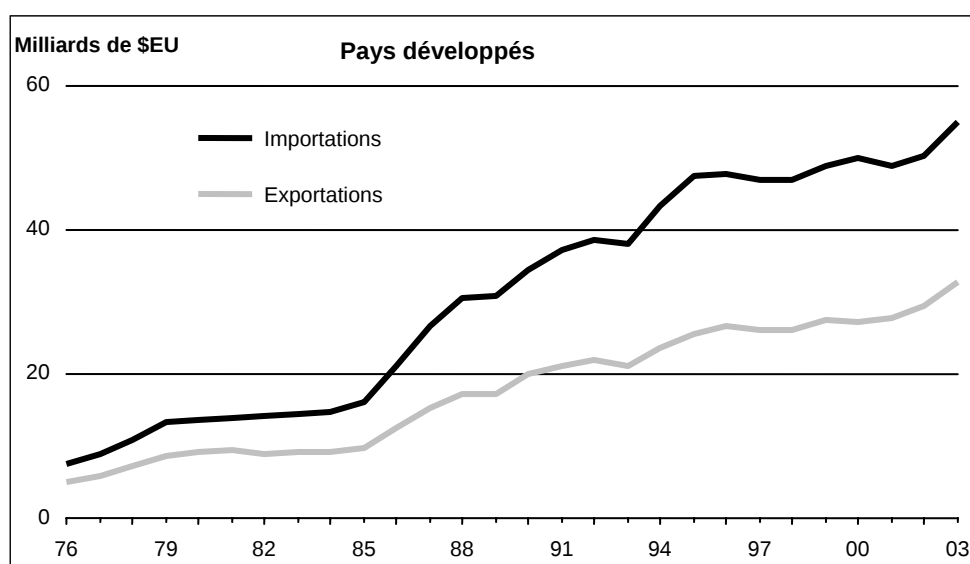
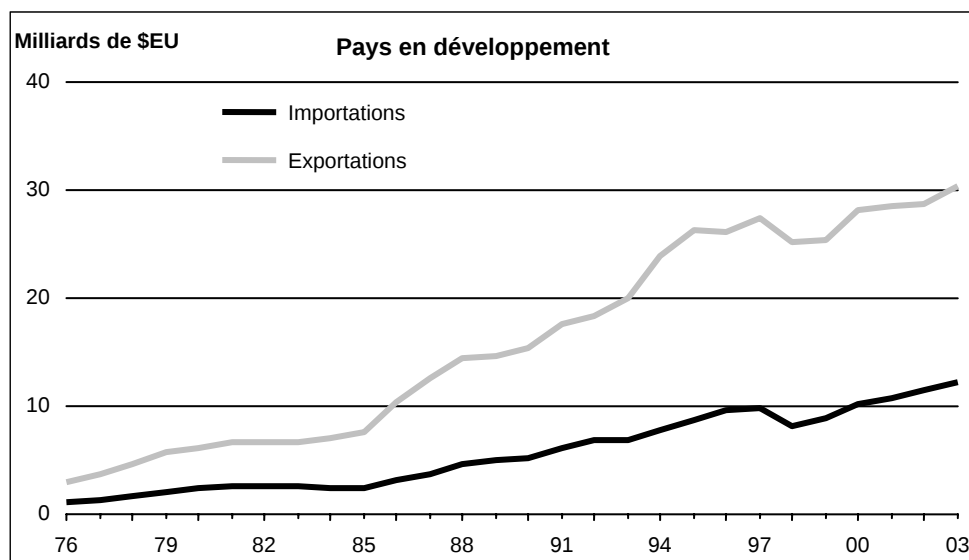
Figure 20: Production des pêches de capture – Chine et reste du monde

Figure 21: Production aquacole, Chine et reste du monde

Note: À l'exclusion de la production de mammifères marins, de crocodiles, de coraux, d'éponges, de coquillages et de plantes aquatiques

Figure 22: Exportations et importations de produits de la pêche dans les pays développés et dans les pays en développement



Note: À l'exclusion de la production de mammifères marins, de crocodiles, de coraux, d'éponges, de coquillages et de plantes aquatiques

Figure 23: Disponibilité par habitant de poisson provenant des pêches de capture et de l'aquaculture – Chine et reste du monde

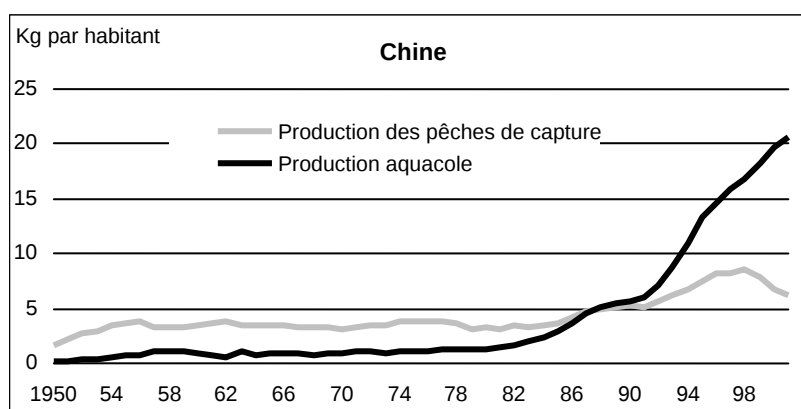
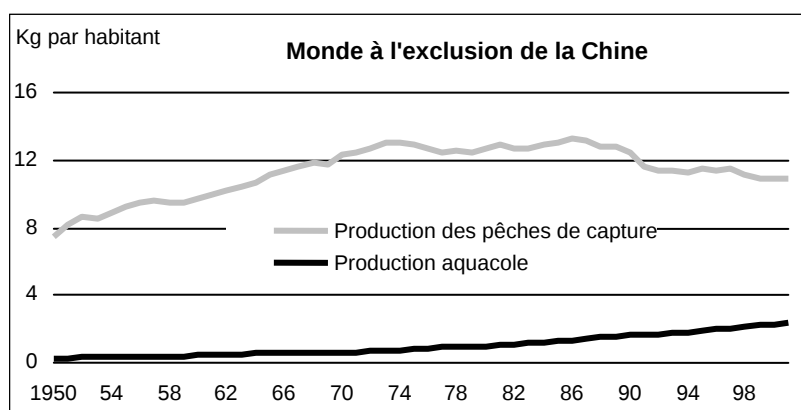


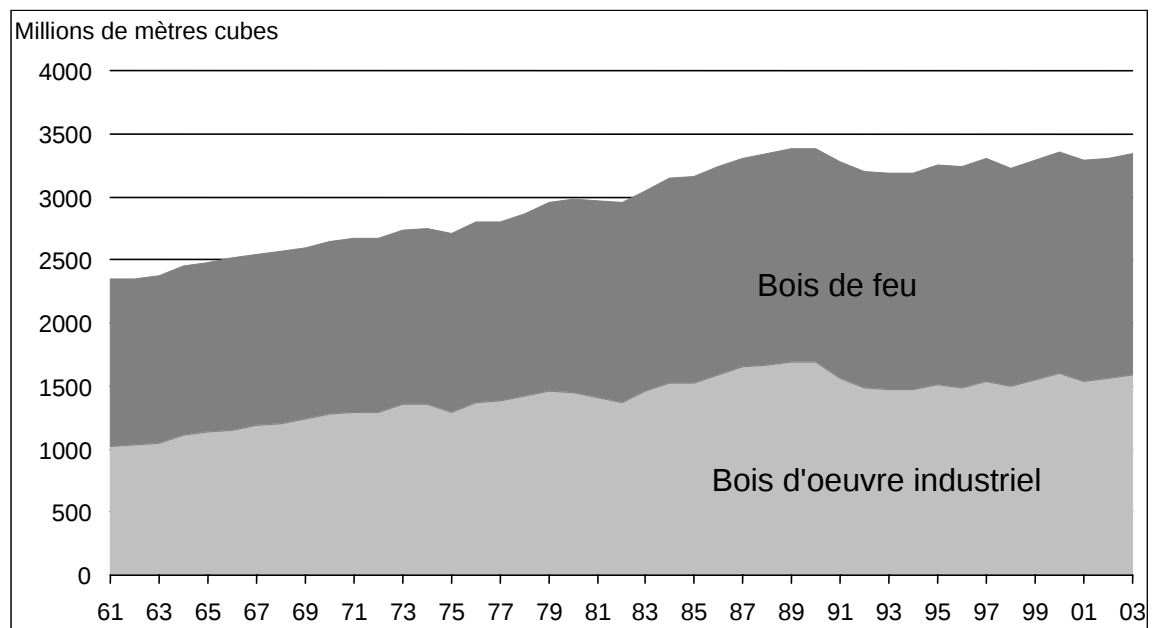
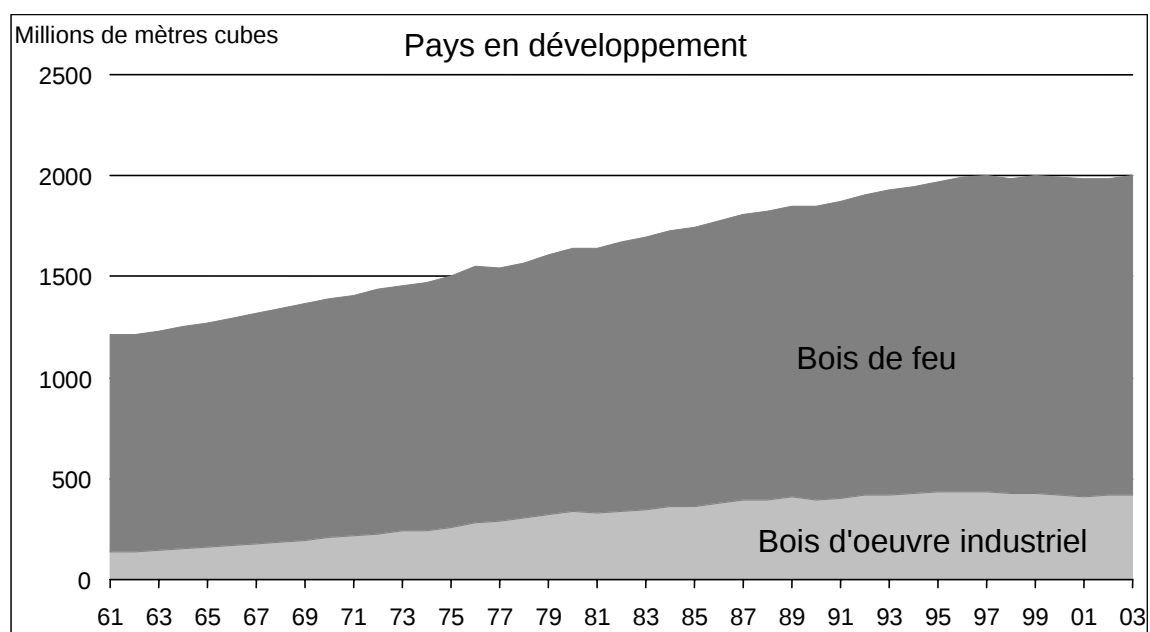
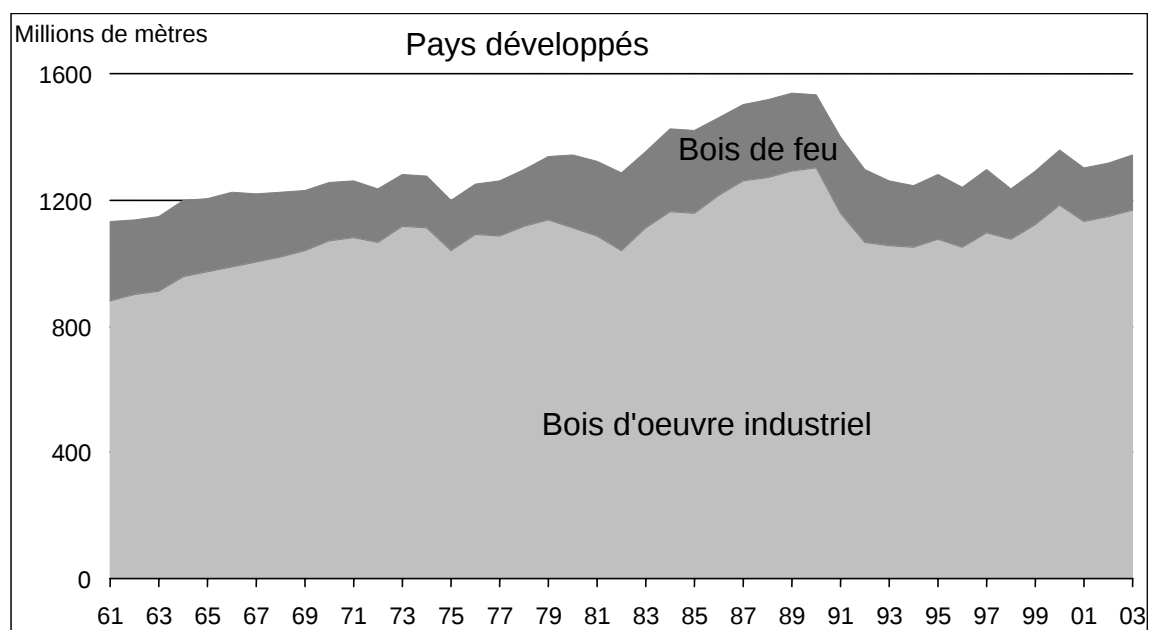
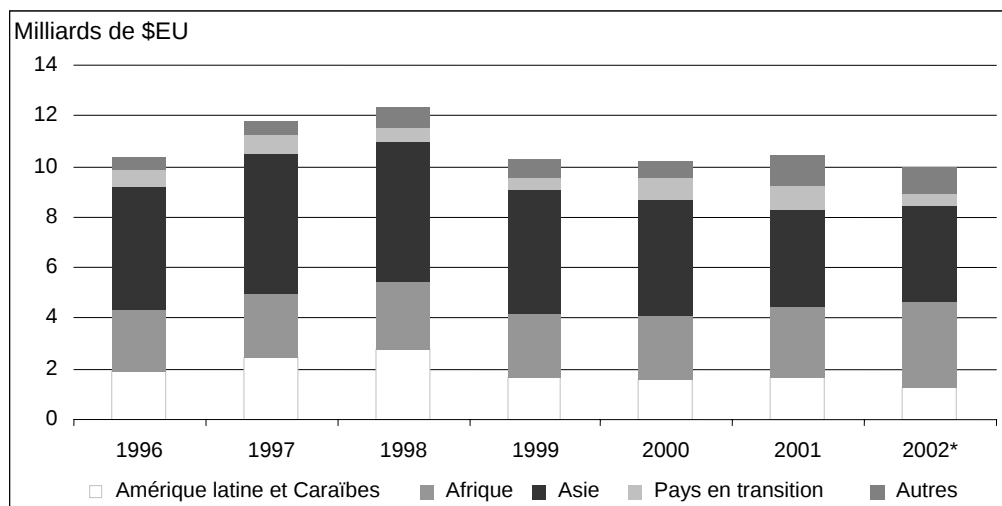
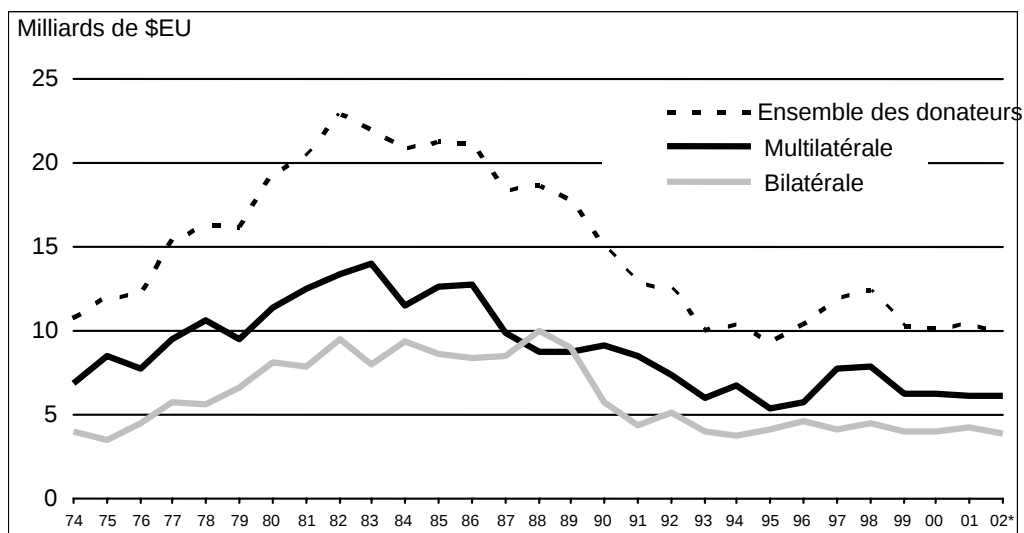
Figure 24: Production mondiale de bois d'oeuvre

Figure 25: Production de bois d'oeuvre, pays développés et pays en développement

**Figure 26: Engagements d'aide extérieure à l'agriculture,
par principales régions récipiendaires
(prix constants de 2000)**

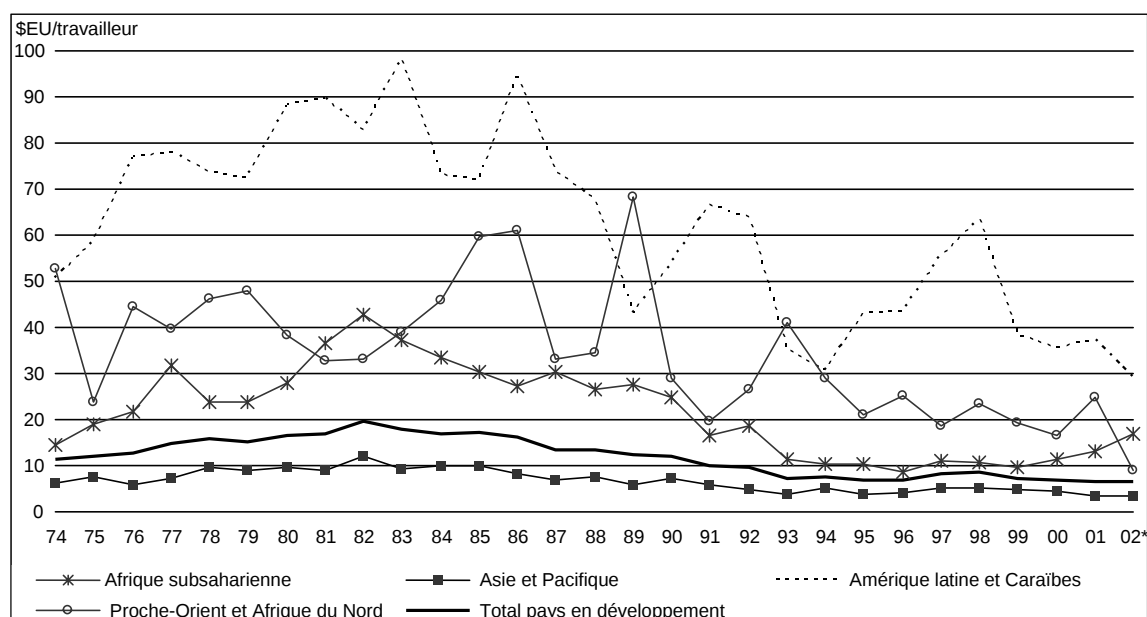


**Figure 27: Évolution à long terme de l'aide extérieure à l'agriculture, 1974-2002
(prix constants de 2000)**



Notes: * Données provisoires

**Figure 28: Aide extérieure à l'agriculture par travailleur agricole
(prix constants de 2000)**



*Données préliminaires

**Figure 29: Aide extérieure à l'agriculture par travailleur agricole en fonction de la
prévalence de la sous-alimentation, 1998-2000 (prix constants de 2000)**

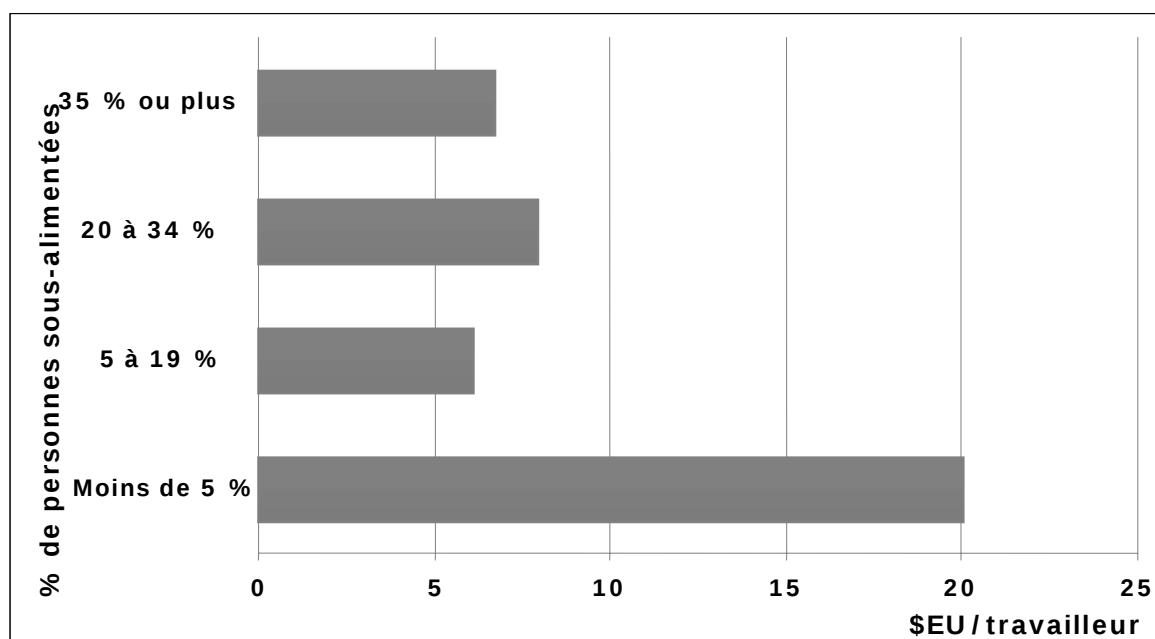


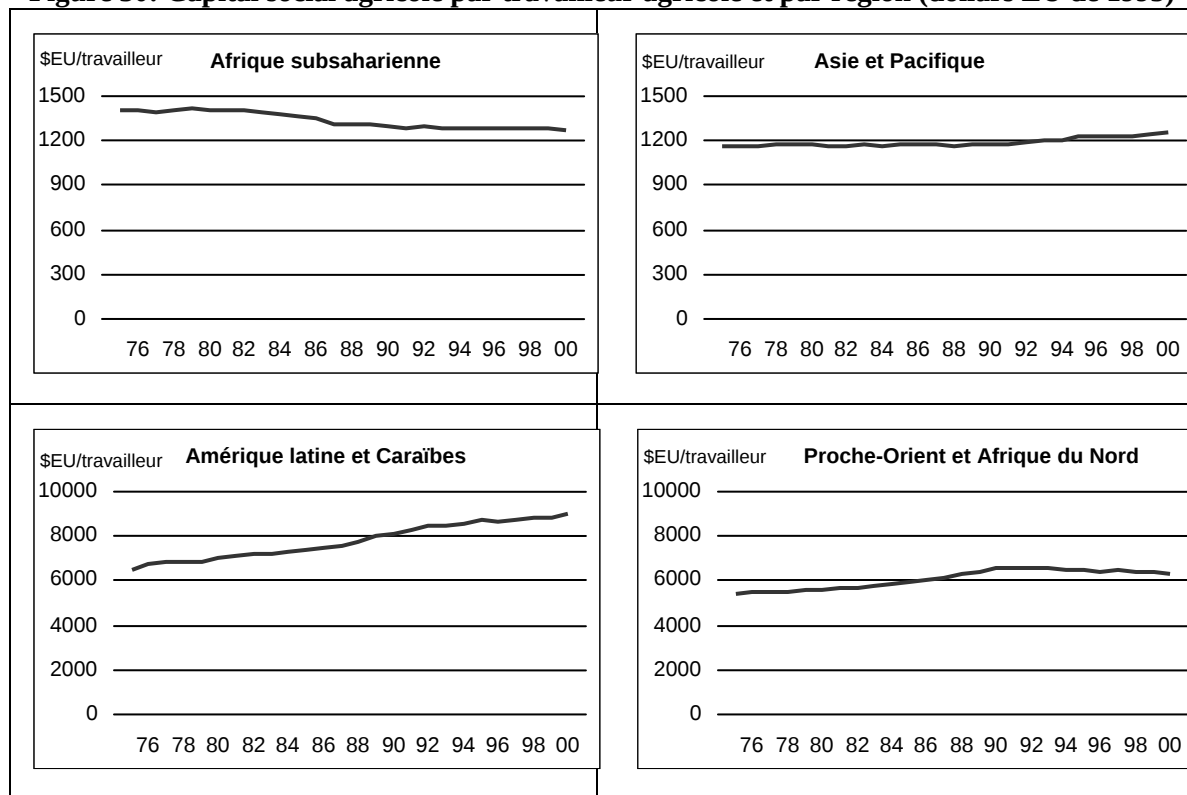
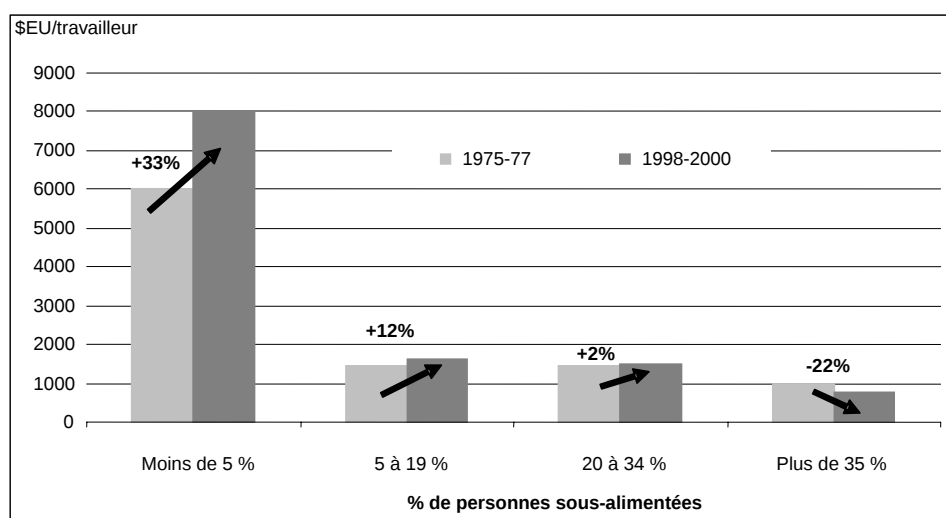
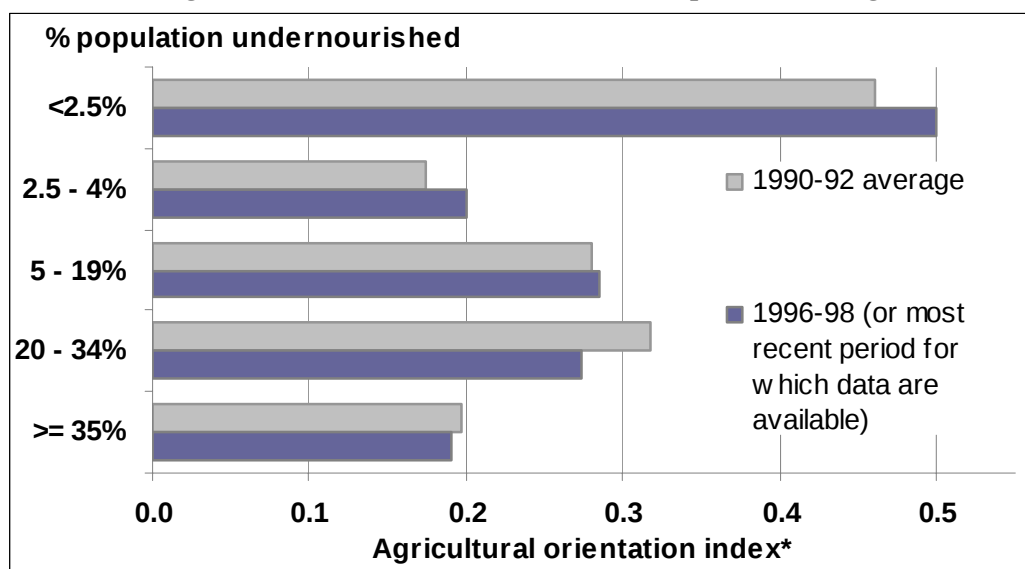
Figure 30: Capital social agricole par travailleur agricole et par région (dollars EU de 1995)**Figure 31: Capital social agricole par travailleur agricole dans les pays en développement par rapport à la prévalence de la sous-alimentation en 2000-2002 (dollars EU de 1995)**

Figure 32: Orientation de l'investissement public vers l'agriculture

Source: Calculs effectués par la FAO à partir de données fournies par le FMI et la Banque mondiale